

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 13 de l'ordre du jour

CX/PR 23/54/15

avril 2023

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Cinquante-quatrième session

Beijing, République populaire de Chine

26 juin - 1^{er} juillet 2023

AMÉLIORATION DES PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES DU CCPR ET DE LA JMPR :

Opportunités, défis et recommandations sur les prochaines étapes

(Préparé par le groupe de travail électronique présidé par les États-Unis d'Amérique
et coprésidé par le Costa Rica, la France, l'Allemagne et l'Ouganda)

Les membres et observateurs du Codex souhaitant soumettre des observations sur les recommandations du paragraphe 20 doivent le faire conformément aux instructions figurant dans la lettre circulaire CL 2023/39-PR disponible sur la page web du Codex.¹

I. VUE D'ENSEMBLE

1. La 53e session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR53, 2022) a établi un groupe de travail électronique (GTE) pour recueillir des informations sur la nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la Réunion mixte FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) et sur les opportunités et les défis qui y sont associés.² Le mandat du groupe de travail électronique était le suivant :
 - i. Préparer une lettre circulaire (LC) pour demander aux membres et aux observateurs des informations sur la nécessité de renforcer le CCPR/JMPR et sur les opportunités et les défis associés. En outre, la lettre circulaire peut inviter les membres et les observateurs à envisager un deuxième atelier ou éventuellement des ateliers ultérieurs qui développeraient et approfondiraient certains des thèmes abordés lors de l'atelier virtuel parrainé par CropLife International le 31 mars 2022, tel que décrit dans le document CX/PR 22/53/20.
 - ii. Sur la base des réponses à la lettre circulaire, préparer un résumé des informations soumises et un document de travail qui résume les conclusions pour examen par le CCPR54 et transmission ultérieure à la JMPR.
 - iii. Coordonner les travaux avec les groupes de travail européens connexes, tels que les groupes de travail européens sur les listes prioritaires, la base de données nationale d'enregistrement et les composés non pris en charge.
2. Sur la base de ce mandat, le GTE a préparé la lettre circulaire CL 2022/75-PR pour demander aux membres du Codex et aux organisations ayant le statut d'observateur de formuler des observations.³ Les commentaires soumis en réponse à cette CL ont été compilés dans ce document de discussion et sont destinés à guider le CCPR et la JMPR dans leurs délibérations futures sur la manière d'améliorer le système Codex existant pour répondre à la demande actuelle et future d'évaluations de la JMPR. Ce document de travail présente d'abord l'historique du GTE, puis résume les observations soumises et enfin formule des recommandations à l'intention de la 54e

¹ Page web du Codex/Lettres circulaires :

<http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/resources/circular-letters/en/>. Page web du Codex/CCCF/Lettres circulaires :

<https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/committees/committee/related-circular-letters/tr/?committee=CCPR>

² 2022, Rapport de la 53ème session du CCPR, paragraphes 253-259 (REP22/PR53, 253-259). Available at:

https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-718-53%252FFREPORT%252FFINAL%252520REPORT%252FFREP22_PR53e.pdf.

³ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FCircular%252520Letters%252FFCL%2525202022-75%2528Rev1%2529%252Fcl22_75e.pdf

session du CCPR. Une compilation de tous les commentaires soumis est également fournie dans l'*Annexe I* de ce document de travail.

II. CONTEXTE

3. Lors du CCPR53 (2022), des inquiétudes ont été exprimées quant à l'incapacité du système actuel du CCPR et de la JMPR à répondre à la demande mondiale d'évaluation de nouveaux composés, d'utilisations et d'exams périodiques. Bien que les délibérations les plus récentes du CCPR53 aient été motivées par l'annulation des réunions de la JMPR à la suite de la pandémie de Covid 19, les demandes croissantes adressées à la JMPR et leurs implications ont été un sujet de discussion important lors de plusieurs sessions précédentes du CCPR.⁴
4. Plus particulièrement, la FAO/OMS a commandé en 2002 un examen des procédures de travail de la JMPR⁵ qui a été examiné par le CCPR34 et la réunion ordinaire de la JMPR 2002. Les principales conclusions du rapport FAO/OMS de 2002 sont résumées ci-dessous et restent d'actualité :

« Alors que dans les années 1960, les monographies de la JMPR, qui résument les données scientifiques après une évaluation critique, étaient extrêmement brèves conformément aux normes de l'époque, les monographies modernes sont très détaillées et s'étendent sur plus de mille pages pour une réunion particulière ».

« La quantité de données scientifiques soumises à l'évaluation a considérablement augmenté, et pourtant la JMPR n'existe que deux semaines par an, contrairement à ce qui se passe au niveau des autorités réglementaires nationales ».

« Les ressources financières disponibles pour ce travail n'ont pas augmenté proportionnellement, ce qui a entraîné la création d'un arriéré de pesticides en attente d'examen ».

« Le système actuel de la JMPR est également très vulnérable dans la mesure où il repose sur la bonne volonté d'un nombre limité de personnes qui travaillent bénévolement. Ces personnes, bien qu'elles soient internationalement reconnues dans leur domaine, doivent préparer les monographies sans aucune rétribution financière et généralement sur leur temps personnel ».

« En règle générale, les conseillers temporaires du groupe d'évaluation de base de l'OMS et les membres du groupe d'experts de la FAO doivent consacrer l'équivalent de 2 à 4 mois à temps plein avant la réunion à la préparation des monographies. La disponibilité d'experts appropriés prêts à travailler sur cette base est très limitée ».

5. Dans son examen du rapport 2002 de la FAO et de l'OMS, le CCPR34 a confirmé que « la JMPR était essentielle à la poursuite de l'évaluation internationale indépendante des résidus de pesticides », mais a exprimé des préoccupations similaires quant au fait que les demandes accrues adressées à la JMPR ont abouti à un processus qui "est devenu non viable et que, sans ressources supplémentaires, le système échouerait plus tôt que plus tard".⁶ La JMPR a réitéré ces préoccupations lors de sa réunion ordinaire de 2002, mais a également mis en garde contre le fait que la modification des procédures opérationnelles de la JMPR « nécessite des ressources considérables et que la mise en œuvre pourrait devenir contre-productive si elle n'est que l'introduction d'un changement suggéré après l'autre sans orientation stratégique globale ». ⁷ La JMPR-2002 a conclu en recommandant que la FAO, l'OMS et la Commission du Codex Alimentarius préparent un plan stratégique qui puisse servir de cadre aux changements futurs.
6. Depuis la publication du rapport 2002 de la FAO et de l'OMS, les discussions se sont poursuivies sur les exigences accrues imposées à la JMPR, mais aucun plan stratégique n'a jamais été élaboré pour guider les changements futurs de la JMPR. C'est pourquoi le CCPR examine à présent s'il est nécessaire d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR et quelles sont les opportunités et les défis associés qui peuvent découler de ces changements. Ces informations seront utilisées par le CCPR et la JMPR pour étudier comment améliorer le système existant afin de répondre à la demande actuelle et future d'évaluations de la JMPR.

⁴ REP22/PR53, paras. 253-259

⁵ 2002, Rapport sur l'examen des procédures de travail de la JMPR. Disponible à l'adresse suivante : https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/crit_review.pdf.

⁶ 2002, Rapport de la 34^{ème} session du CCPR, Examen des procédures de travail de la JMPR, paragraphes 181-200. Disponible à l'adresse suivante : https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-718-34%252FAI03_24e.pdf.

⁷ 2002, Rapport de la JMPR, Considérations générales, Section 2.1 : Besoins de la JMPR. Disponible à l'adresse [suivante](https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/Reports_1991-2006/Report_2002.pdf) : https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/Reports_1991-2006/Report_2002.pdf.

III. RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES

7. Cette section fournit un résumé des réponses à la lettre circulaire CL 2022/75-PR et est organisée en fonction des cinq questions de la lettre circulaire CL qui demandaient des informations sur :
1. La nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR/JMPR,
 2. Possibilités d'amélioration (par exemple, amélioration des processus existants) et de réforme majeure (par exemple, changements structurels et de gouvernance),
 3. Les défis anticipés dans la mise en œuvre des améliorations proposées et de la réforme majeure ;
 4. Recommandations sur les sujets et thèmes clés à aborder lors d'un éventuel atelier pour les parties prenantes; et
 5. Toute autre proposition ou recommandation pertinente pour la discussion du CCPR sur les améliorations à apporter au CCPR/JMPR.
8. Au total, quinze pays membres et trois organisations ayant le statut d'observateur ont soumis des informations en réponse à la lettre circulaire CL 2022/75-PR. Le résumé des réponses met en évidence à la fois les domaines de consensus et les opinions divergentes sur les améliorations à apporter aux procédures opérationnelles du CCPR/JMPR. Le résumé des réponses fournit également des recommandations spécifiques sur les opportunités et les défis associés et est organisé en thèmes communs. Une compilation complète des commentaires figure également à l'*Annexe I* du présent document de travail.

Question 1 :

Veillez commenter la nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR/la JMPR pour (i) éliminer l'arriéré d'évaluations de composés causé par l'annulation des réunions de la JMPR en raison de la pandémie de COVID19 et (ii) augmenter sa capacité d'examen pour répondre à la demande future. Si possible, veuillez organiser votre réponse en utilisant les catégories suggérées ci-dessous.

- *Charge de travail actuelle des nouveaux composés, utilisations et évaluations périodiques*
- *Charge de travail future de nouveaux composés, d'emplois et d'évaluations périodiques*
- *Autres raisons d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR/la JMPR*

9. Un consensus général s'est dégagé sur la nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR afin de répondre aux préoccupations liées à la charge de travail actuelle de la JMPR et à la demande future d'évaluations de composés. Les commentateurs ont souligné que la JMPR est essentielle pour l'évaluation internationale indépendante des résidus de pesticides, mais ils se sont inquiétés de l'augmentation de la charge de travail due aux perturbations causées par la pandémie de Covid 19, à la complexité croissante des évaluations et à l'augmentation du nombre de composés existants qui remplissent les conditions requises pour faire l'objet d'un examen périodique. Il a également été souligné que la charge de travail croissante et la complexité des évaluations ont été identifiées comme un problème par la JMPR en 2002 et que « les contributions volontaires des individus sur leur propre temps ne sont pas viables avec les charges de travail croissantes et la complexité des évaluations modernes ». Ce commentateur a également noté que la complexité des évaluations et la charge de travail de la JMPR n'ont fait qu'augmenter depuis le rapport de la JMPR de 2002. Plusieurs autres commentateurs ont également indiqué que les questions de capacité ont été débattues par le CCPR pendant plus de deux décennies et que de nombreuses améliorations identifiées dans le rapport de la JMPR de 2002 n'ont pas été résolues.⁸
10. Plusieurs commentateurs ont averti que l'augmentation de la capacité de la JMPR nécessitera plus que le recrutement d'experts supplémentaires, car la JMPR doit évaluer une série de questions complexes, émettre des jugements scientifiquement fondés et disposer d'un temps limité lors de ses réunions annuelles. À titre d'exemple, un commentateur a souligné qu'une réunion typique de la JMPR consiste en 12 à 15 évaluations de composés complets et 15 à 20 évaluations de nouvelles utilisations, ce qui représente moins d'une journée par composé sur toutes les questions scientifiques. Ainsi, le commentateur a suggéré qu'il pourrait être difficile d'augmenter la production de la JMPR sans modifier la rigueur et l'indépendance de ses évaluations. D'autres commentateurs ont soulevé des préoccupations similaires et ont suggéré que s'il est possible d'augmenter le nombre d'experts, il n'est peut-être pas possible de prolonger les réunions régulières de la JMPR au-delà de la période actuelle (c.-à-d. 9 jours ouvrables) pour examiner des composés supplémentaires. Par exemple, des

⁸ 2002, Rapport sur l'examen des procédures de travail de la JMPR. Disponible à l'adresse suivante : https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/crit_review.pdf.

inquiétudes ont été exprimées quant au fait que les efforts visant à augmenter la capacité d'examen de la JMPR nécessiteront également un financement accru et durable de la part de diverses autorités nationales. Il pourrait être difficile pour les autorités nationales de s'engager à fournir un soutien financier accru à la JMPR/CCPR à la lumière de toutes les autres priorités nationales.

11. Au-delà de la question plus générale de savoir s'il est nécessaire d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR/JMPR, une série de suggestions ont été formulées concernant la gestion de la charge de travail de la JMPR et la définition plus claire du temps et des ressources nécessaires à la réalisation des évaluations sur la base de l'expérience des experts de la JMPR. Parmi les suggestions spécifiques, citons :

- Demander aux Secrétariats de la FAO et de l'OMS de mener une étude (par exemple, en demandant l'expérience des experts de la JMPR) sur :
 - le temps habituellement requis pendant les réunions pour l'évaluation d'une nouvelle substance et pour l'évaluation d'une substance dans le cadre du programme d'examen périodique (en supposant que toutes les préparations pertinentes ont été achevées avant la réunion, telles que la préparation d'évaluations et de documents d'évaluation proches de la version finale, examinés en interne par des pairs),
 - le temps habituellement requis lors des réunions pour l'évaluation de nouvelles LMR et
 - le temps habituellement requis pendant les réunions pour les questions générales telles que les réponses au CCPR ou les points généraux.

Sur la base de ces informations, la charge de travail et l'ordre de priorité de l'ordre du jour de la réunion pourraient être alignés sur le calendrier disponible et les ressources supplémentaires nécessaires pourraient être quantifiées et des mesures appropriées pourraient être prises sur cette base.

- Le CCPR/JMPR pourrait s'attacher à communiquer plus clairement l'impact de l'annulation des réunions physiques sur le calendrier des examens de la JMPR et élaborer un plan de travail public qui fasse le point sur l'état d'avancement des examens entamés par la JMPR s'ils étaient retardés et précise l'année d'achèvement visée par la JMPR. De même, un autre commentateur a suggéré que la JMPR développe une plateforme/portail électronique qui fournisse des informations sommaires sur sa charge de travail et une base de données d'experts qui couvrent tous les domaines de travail de la JMPR.
- Une approche plus stricte devrait être adoptée pour les composés existants avec des CXL qui ne sont plus soutenus par un fabricant. La règle des 4 ans existe déjà pour les substances non appuyées et la règle des 25 ans est établie dans le manuel de procédure du Codex, mais elle n'est pas appliquée de manière stricte dans le CCPR. En particulier, le manuel de procédure indique clairement que « la LMR proposée est maintenue pour une période maximale de quatre ans » et que « lorsqu'il n'y a pas d'engagement à fournir des informations supplémentaires, ou qu'aucune donnée n'est fournie en dépit d'un engagement relatif à la règle des quatre ans, le CCPR envisage de retirer le projet de LMR ». Une décision claire devrait être prise par le CCPR pour retirer ces substances. Le retrait consécutif des CXL correspondantes contribuera à réduire le nombre de substances pour lesquelles un examen périodique est en retard.
- Le nombre de substances actives avec la référence « En attente d'un avis sur les produits soutenus » augmente d'année en année. Par conséquent, les personnes qui soumettent des données doivent respecter leurs engagements en temps voulu et de manière exhaustive. Ici aussi, une utilisation plus stricte des règles établies dans le manuel de procédure serait nécessaire.

Questions 2 et 3

Veillez commenter les possibilités d'amélioration des procédures opérationnelles du CCPR/JMPR afin d'améliorer l'efficacité du processus d'évaluation et d'accroître la capacité d'évaluation de la JMPR. Dans vos commentaires, veuillez prendre en compte à la fois les possibilités d'amélioration (par exemple, les améliorations des processus existants) et les réformes majeures (par exemple, les changements de gouvernance et de structure). Si possible, veuillez organiser votre réponse en utilisant les catégories suggérées ci-dessous.

- Possibilités d'amélioration
 - Dossier du commanditaire des données et soumission électronique des données
 - Processus et procédures du CCPR
 - Processus et procédures d'évaluation des JMPR
 - Structure organisationnelle, personnel et ressources des JMPR

- *Autres domaines d'amélioration*
- *Possibilités de réformes majeures*
 - *Utilisation des études et des données nationales*
 - *Modèles alternatifs d'évaluation par les pairs*
 - *Autres domaines de réforme*

Pour les opportunités que vous avez identifiées, veuillez commenter les défis anticipés et proposer des solutions possibles qui pourraient être mises en œuvre par le CCPR et la JMPR. Il peut s'agir de défis liés aux ressources, aux processus et procédures et à la gouvernance.

-
12. Les réponses aux questions à charge 2 et 3 sont extraites des *tableaux 1* et *2* ci-dessous, qui fournissent des informations sur les possibilités d'amélioration (par exemple, amélioration des processus existants) et de réforme majeure (par exemple, changements de gouvernance et de structure), respectivement. Les informations résumées présentées dans les tableaux ont été extraites directement des commentaires soumis et organisées sur la base de thèmes communs.

Tableau 1: Résumé des commentaires sur les possibilités d'amélioration du CCPR/JMPR et les défis associés.

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
Dossier du commanditaire des données et soumission électronique des données	
<i>Normalisation des données, modèles numériques et technologies de l'information (TI)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="400 331 1412 680">– La JMPR a élaboré des documents d'orientation détaillés sur la préparation des dossiers et des données à l'appui pour l'évaluation par les groupes de la FAO et de l'OMS de la JMPR. Bien que les documents d'orientation décrivent les exigences relatives au formatage des données et à l'organisation des résidus de pesticides et des informations toxicologiques, il est possible de normaliser la soumission des fichiers de données qui sont soumis à la JMPR pour évaluation. Par exemple, existe-t-il des outils logiciels de soumission de données et des normes de rapport de données qui peuvent être utilisés pour harmoniser les données entre les différents sponsors ? L'harmonisation de la soumission des données entre les promoteurs pourrait potentiellement améliorer l'efficacité du processus d'évaluation car les évaluateurs de la JMPR pourraient évaluer les données justificatives dans un format unique lors de l'analyse et de la synthèse des informations pertinentes. <li data-bbox="400 696 1396 887">– Un domaine d'intérêt potentiel qui pourrait être exploré plus avant est la question de savoir si un format de soumission standardisé pourrait être développé pour les données des essais de résidus sur le terrain. D'autres domaines d'intérêt pourraient être identifiés par la JMPR et discutés avec les promoteurs afin de déterminer la faisabilité du développement d'outils visant à normaliser davantage le rapport et la soumission des données. <li data-bbox="400 913 1380 1070">– Les sponsors de données ont fait des progrès pour fournir des dossiers de qualité. Les sponsors de données demandent un retour d'information annuel sur la manière dont ils peuvent améliorer les dossiers afin de faciliter le travail des experts de la JMPR. Des ateliers périodiques visant à développer et à mettre en œuvre des modèles et des outils numériques améliorés seront les bienvenus à l'avenir. <li data-bbox="400 1086 1310 1243">– En outre, les outils informatiques doivent être modernisés afin d'accepter les dossiers complets sous forme de soumissions électroniques et les données d'étude sous forme structurée. Par exemple, la FAO a demandé dans son manuel pour la soumission des données sur les résidus à partir de 2016 la soumission des données sur les résidus sur des feuilles de calcul. <li data-bbox="400 1258 1385 1449">– Plusieurs modèles ont été élaborés et présentés par les promoteurs, mais il n'existe à ce jour aucune solution convenue. La FAO/OMS devrait établir des bases de données relationnelles avec des interfaces pour le téléchargement des informations (structurées) fournies par les promoteurs ; l'utilisation de soumissions électroniques en adoptant les conventions de formatage et de dénomination recommandées par l'OCDE pour les rapports d'étude permettrait également d'améliorer l'efficacité du processus. <li data-bbox="400 1476 1420 1767">– Dans un premier temps, il est suggéré d'explorer et de cartographier tous les moyens possibles et non coûteux d'améliorer les procédures opérationnelles, comme l'amélioration des modèles et des formulaires pour permettre des examens et des rapports d'évaluation accélérés. Le retour d'information pourrait également être recueilli auprès des experts de la JMPR et de l'industrie pour voir quelles parties peuvent être améliorées. Il est également important que l'industrie soit plus proactive et envoie des ensembles de données complets afin de garantir que les évaluations soient effectuées sans délai. Pour les examens périodiques, l'industrie connaît déjà le calendrier plusieurs années à l'avance et peut s'engager à préparer les ensembles de données longtemps à l'avance. <li data-bbox="400 1794 1406 1951">– Il est nécessaire de développer un critère de qualité à utiliser par le dossier du promoteur des données et la soumission électronique des données afin d'améliorer la crédibilité et la vérifiabilité des monographies mondiales de la JMPR. En outre, les promoteurs devraient fournir des données suffisantes et actuelles dans un délai précis pour permettre une évaluation efficace des pesticides jusqu'à leur achèvement. <li data-bbox="400 1977 1417 2067">– Il est possible d'utiliser la base de données électronique comme outil d'évaluation ou de sélection. Par exemple, le dossier du promoteur des données et la soumission électronique des données, la base de données nationale d'homologation pour envisager la réévaluation

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
	<p>des pesticides, en particulier les composés non étayés qui ne posent pas de problème de santé publique, peuvent être numérisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les personnes qui soumettent des données doivent s'assurer de soumettre les mêmes données que celles soumises à toutes les autorités nationales. - Les personnes qui soumettent des données sont fortement encouragées à utiliser un format similaire à celui des évaluations de la JMPR pour générer les dossiers, en particulier les tableaux de résidus, car les experts passent un temps considérable à reformater le dossier pour répondre aux exigences de formatage de la JMPR.
<i>Soumission des données en temps utile</i>	<ul style="list-style-type: none"> - On considère que si les soumissions de données pouvaient être mises à la disposition des évaluateurs de la JMPR dans un format opportun et cohérent qui réduit la nécessité de saisir les données, identifie clairement tous les métabolites des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et répond à toutes les exigences en matière de données, l'efficacité de la JMPR s'en trouverait améliorée. Veiller à ce que les soumissions de données abordent clairement les questions identifiées et éviter les soumissions qui ne prévoient pas la mise à jour des points finaux pertinents contribuerait à concentrer le travail et à éviter d'engager le temps des évaluateurs sans résultat concret du processus de la JMPR. La soumission d'ensembles de données incomplètes pour les nouveaux composés et les réévaluations périodiques peut entraîner une perte importante de temps et de ressources. Des modèles contemporains ou des formats électroniques permettant au promoteur de fournir des dossiers des dossiers « faciles à utiliser » pourraient apporter des améliorations substantielles en termes de productivité. Une formation supplémentaire dans le cadre d'ateliers sur les exigences de la JMPR en matière d'ensembles de données pourrait également s'avérer utile.
<i>Questions actuelles relatives à la transmission des données</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Lorsque les données des essais sur le terrain ne reflètent pas les BPA essentielles, les experts de la FAO passent un temps considérable à essayer d'être flexibles, en essayant d' « adapter » les données aux BPA essentielles. - Ces dernières années, les métabolites n'ont pas été nommés de manière cohérente dans les dossiers de l'OMS et de la FAO, ce qui rend très difficile l'établissement de liens croisés entre les métabolites et la garantie que les métabolites appropriés et corrects sont pris en compte dans la définition des résidus. - Des données scientifiques supplémentaires et solides sur la toxicologie des principaux métabolites végétaux et animaux permettraient d'affiner les définitions des résidus pour l'évaluation des risques et de limiter la fréquence des évaluations des risques spécifiques aux métabolites basées sur les classes de Cramer, qui prennent beaucoup de temps.
Processus et procédures du CCPR	
<i>Développement de dossiers efficaces</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe des possibilités d'amélioration, en particulier pour les dossiers à forte intensité de ressources et riches en données pour les révisions périodiques des LMR du Codex. En fait, le nombre de substances dont l'examen périodique est prévu augmente. Les ressources de la JMPR étant limitées, la liste des substances faisant l'objet d'un examen périodique conduit à une liste croissante de « composés de réserve » pour les nouvelles substances. Cette évolution n'est pas satisfaisante du point de vue du promoteur. Les promoteurs doivent donner la priorité à la préparation des dossiers qui ont été reportés. Pour la prochaine JMPR, le dossier d'un examen périodique reprogrammé doit être mis à jour avec les nouvelles informations disponibles, afin d'éviter les incohérences entre les données soumises à la JMPR et les autorités nationales. Lorsque de nouvelles données sont disponibles, une procédure claire de soumission est nécessaire de la part du CCPR pour ajouter ces données, étant donné qu'elles n'apparaissent plus dans le calendrier.
<i>Calendrier et liste des priorités</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de réduire le nombre de nouvelles utilisations d'une même molécule examinées lors de différentes réunions de la JMPR, les promoteurs doivent envisager de maximiser le nombre d'utilisations demandées dans le cadre d'une même requête.
<i>Coordination sur les questions de</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La JMPR devrait décrire clairement les principes suivis dans ses évaluations scientifiques des risques et veiller à ce que les questions relatives à la politique d'évaluation des risques

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
<i>gestion des risques</i>	soient soumises au CCPR. Les rapports du CCPR doivent expliciter ces politiques de manière suffisamment détaillée pour que les gouvernements nationaux et la JMPR puissent les appliquer dans leurs évaluations, ce qui favorisera une communication efficace sur les processus et les procédures d'évaluation des risques entre le CCPR et la JMPR.
<i>Critères pour les réexamens périodiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Une approche pour améliorer le processus du CCPR est d'étendre la durée de l'examen périodique spécifiée dans le Manuel de procédure du Codex, en particulier pour les pesticides non toxiques pour lesquels il existe une homologation nationale. Si les BPA pour les utilisations de pesticides restent inchangées, les CXL peuvent être conservées. - Déterminer s'il est possible d'étendre la période des évaluations périodiques, par exemple à 20 ans. Cela permettra de réduire le nombre d'évaluations périodiques au fil du temps.
<i>Discussion plénière du CCPR sur les LMR et le champ d'application approprié des interventions</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les processus et procédures du CCPR sont relativement efficaces, en particulier si l'on considère la programmation de réunions préalables pour divers groupes de travail électroniques, avant la plénière, où plusieurs préoccupations soulevées par les pays membres sont résolues, ce qui permet une discussion plus ciblée pendant la plénière. - Ces dernières années, les discussions sur les LMR ont pris beaucoup moins de temps en séance plénière. Cependant, les retards dans l'obtention d'un consensus sur certains composés semblent être dus aux interventions de non-membres (statut d'observateur) qui soulèvent des préoccupations qui ne sont pas toujours scientifiquement fondées et validées. Bien que le président et le secrétariat du CCPR se soient montrés très respectueux et diplomatiques dans leurs interventions, le CCPR est encouragé à explorer les possibilités de limiter de telles interventions de la part des observateurs, qui servent principalement à faire valoir leur organisation.
<i>Mise à jour en temps utile de la base de données du Codex sur les LMR de pesticides</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Des ressources supplémentaires pourraient être consacrées à la mise à jour de la base de données sur les LMR de pesticides en temps utile après son adoption par le Codex. Les pays s'appuient sur cette base de données comme source de vérité pour les CXL, de sorte que le maintien de sa mise à jour devrait faciliter les échanges. - En outre, il est demandé au secrétariat du Codex de mettre à jour la base de données en ligne des LMR du CODEX peu après la réunion de la CAC, idéalement dans les 90 jours, afin de refléter les décisions les plus récentes et de permettre une recherche pratique des CXL par les partenaires de la chaîne de valeur alimentaire et les autorités compétentes.
<i>Soutien du CCPR aux réunions supplémentaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le CCPR est responsable de l'établissement du calendrier et de la liste des priorités de la JMPR et a une capacité plus limitée à améliorer l'efficacité du processus d'évaluation et à accroître la capacité d'évaluation de la JMPR. Dans le passé, le CCPR a également contribué à soutenir les réunions extraordinaires de la JMPR en 2019 et 2021. Les réunions extraordinaires peuvent contribuer à accroître la capacité d'examen de la JMPR dans des cas à court terme ; toutefois, l'augmentation de la fréquence des réunions impose également une charge supplémentaire aux évaluateurs de la JMPR et n'augmentera pas la capacité globale de la JMPR s'il n'y a pas d'augmentation du nombre d'experts de la JMPR formés qui sont disponibles pour y participer.
Processus et procédures d'évaluation des JMPR	
<i>Portée et niveau de détail requis dans les dossiers des promoteurs de données et les monographies de la JMPR</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La JMPR procède-t-elle à une pré-évaluation du dossier du promoteur des données avant que l'évaluation ne soit entreprise ? Si ce n'est pas le cas, cela pourrait être l'occasion de filtrer les dossiers incomplets avant qu'ils n'entrent dans le processus d'évaluation. Ils sont alors placés en fin de file d'attente. Selon le processus, il peut y avoir des soumissions de secours pour remplacer les soumissions rejetées lors de la pré-évaluation. - Lorsque des utilisations supplémentaires sont faites pour des composés existants, lorsque le composé doit faire l'objet d'une évaluation périodique, quelle est la position de la JMPR sur l'évaluation de ces données, par exemple moins de 5 ans après le début de l'évaluation périodique.

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
	<ul style="list-style-type: none"> - Les monographies de la JMPR doivent être transparentes et suffisantes pour permettre à un tiers de déterminer comment la JMPR est parvenue à ses conclusions et recommandations. Le principal défi consiste à déterminer ce qui est trop et ce qui est trop peu. - Par conséquent, l'équilibre entre ces deux éléments est-il correct pour les monographies actuelles ? Si l'on estime qu'elles sont « trop élaborées », elles pourraient être réduites, ce qui permettrait aux évaluateurs de gagner du temps et d'évaluer un plus grand nombre de propositions.
<i>Procédures de travail</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le principal goulot d'étranglement est la capacité et le nombre limité d'experts plutôt que les processus et les procédures au sein de la JMPR. <p data-bbox="424 600 1114 629">Le CCPR devrait examiner les propositions concrètes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. La JMPR devrait continuer à travailler en face à face, en complément de réunions virtuelles. b. Offrir la possibilité de réunions préalables à la soumission des données entre les promoteurs des données et les experts évaluateurs. c. Le promoteur des données devrait avoir la possibilité de répondre aux préoccupations au cours de la JMPR. Cela pourrait réduire le nombre de LMR qui ne peuvent être fixées en raison de données « manquantes » ou d'un mauvais alignement entre les évaluations toxicologiques et environnementales. <ul style="list-style-type: none"> - En ce qui concerne les procédures scientifiques, lorsque les exigences en matière de données changent à la suite de discussions au sein de la JMPR ou d'autres consultations d'experts, la FAO et l'OMS sont invitées à mieux expliquer la raison de ce changement et à inviter le public à formuler des commentaires avant la mise en œuvre. Les modifications des exigences devraient être publiées en ligne en tant qu'amendements aux orientations existantes, et non pas demandées sur une base ad hoc au cours des évaluations. La FAO et l'OMS devraient redoubler d'efforts pour veiller à ce que toutes les décisions soient prises conformément aux orientations publiées. - La révision des évaluations après la JMPR entraîne presque inévitablement un retard d'un an dans l'avancement d'une norme. La FAO et l'OMS sont invitées à mettre en œuvre des changements de procédure afin que, le cas échéant, les avis de la JMPR puissent être révisés avant la prochaine réunion du CCPR. En cas d'inquiétude, il est suggéré de procéder à un examen par des pairs, c'est-à-dire par différents experts, en guise de deuxième avis. <ul style="list-style-type: none"> - Pour les nouveaux composés, les examens périodiques et les nouvelles utilisations pour lesquels de nouvelles données toxicologiques sont soumises à l'OMS, il conviendrait d'envisager que l'OMS achève son évaluation un an avant que la FAO ne procède à la sienne. Le fait de disposer des valeurs guides basées sur la santé (VBBS) et de l'évaluation toxicologique des métabolites bien avant l'évaluation de la FAO pourrait réduire le temps consacré à l'évaluation des risques au cours de la réunion. Actuellement, la FAO reçoit l'évaluation de l'OMS sur les métabolites quelques jours avant la fin de la réunion, ce qui crée un stress et une anxiété importants mais inutiles.
<i>Contrôle de la qualité de la transmission des données</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Des critères d'assurance qualité sont définis pour les données soumises à la JMPR pour examen et évaluation, et la FAO et l'OMS examinent les considérations pratiques liées à la réalisation d'une partie des travaux de la JMPR sur une base intersessionnelle. - Justification : Cela renforcera la crédibilité des données et des monographies, tandis que les réunions intersessions réduiront probablement la charge de travail. <ul style="list-style-type: none"> - En général, lorsqu'un dossier complet est soumis et qu'aucun problème n'est identifié, la JMPR parvient à terminer l'évaluation des composés dans un délai de 12 mois. Les dossiers sont généralement soumis au cours du quatrième trimestre de l'année précédant la réunion de la JMPR. Ces dossiers sont évalués et des recommandations sont formulées et

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
	<p>publiées dans le mois qui suit, généralement en octobre. Ce délai est nettement plus court que celui de nombreuses autorités nationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ce que l'évaluateur de la JMPR dispose d'un ensemble de données complet, à une date limite déterminée, peut contribuer à rendre l'évaluation de la JMPR plus efficace. Un mécanisme efficace permettant à la JMPR de procéder à des vérifications préliminaires de la qualité des soumissions pourrait être bénéfique. - L'approche actuelle consiste à mener les évaluations de la toxicologie et des résidus de la JMPR en même temps, mais l'achèvement d'un projet de monographie toxicologique l'année précédant l'évaluation des résidus peut permettre une plus grande efficacité pour l'évaluation des résidus, en particulier en ce qui concerne la détermination de la définition du résidu et les évaluations de l'exposition alimentaire. Cela peut toutefois nécessiter une identification claire des métabolites potentiels des denrées alimentaires et des aliments pour animaux auprès de l'évaluateur toxicologique de la JMPR par le promoteur et la nécessité éventuelle de revoir la monographie toxicologique lorsque la monographie des résidus aura été rédigée.
<i>Efficacité de la collaboration virtuelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Réunions virtuelles</i> : Bien que les réunions virtuelles ne puissent pas remplacer les réunions en personne, elles pourraient constituer un mécanisme permettant d'augmenter le nombre d'approbations pour des évaluations moins importantes et moins complexes (par exemple, de nouvelles utilisations). Les réunions virtuelles coûtent moins cher que les réunions en personne et nécessitent généralement moins de planification (pas besoin de réserver des hôtels et des vols). Toutefois, la difficulté des réunions virtuelles réside dans le décalage des fuseaux horaires. <p>Ces dernières années, la FAO a organisé quelques pré-réunions virtuelles avant la réunion de septembre, avec des membres regroupés par fuseaux horaires, afin d'examiner le plus grand nombre possible de questions identifiées avant la réunion. Toutefois, comme ces réunions préalables n'impliquent pas tous les experts de la FAO, le consensus ne peut être atteint qu'au cours de la réunion, où des opinions scientifiques divergentes sont parfois soulevées et où les experts doivent revoir/réévaluer les décisions prises précédemment au cours des réunions préalables.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Point d'échange (Sharepoint) de la JMPR</i> : La FAO a créé un point d'échange pour partager des informations, fournir des mises à jour, échanger des avis, ce qui s'est avéré extrêmement utile. <p>Tous les experts de la FAO ont la possibilité de faire évaluer par les pairs les études sur le point de partage avant la réunion, ce qui faciliterait et accélérerait les discussions pendant la réunion. Cependant, la plupart des experts de la FAO sont tellement occupés par leur travail quotidien, examinant/complétant leurs propres composés (sur leur temps libre), qu'il y a très peu de temps pour que l'ensemble du panel examine les examens disponibles sur le sharepoint avant la réunion de septembre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation efficace des réunions virtuelles et l'examen plus approfondi par les pairs devraient être poursuivis dans le but de résoudre les problèmes éventuels avant la réunion en face-à-face. - Les réunions virtuelles organisées pendant les arrêts pour cause de pandémie ont mis en évidence l'importance des réunions en face à face pour permettre un engagement total dans des discussions sur des questions complexes pendant plusieurs jours. D'autant plus qu'il faut tenir compte des différents fuseaux horaires. Par conséquent, pour toute décision autre que relativement simple, les réunions en face à face sont essentielles.
Structure organisationnelle, personnel et ressources des JMPR	
<i>Financement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le financement est l'une des principales contraintes. Si la JMPR pouvait employer davantage de personnel et rémunérer les évaluateurs, elle y contribuerait. - L'examen précédent des procédures de travail de la JMPR en 2002 : https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/crit_review.pdf. Ce rapport constatait que « la FAO et l'OMS sont toutes deux sévèrement

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
	<p>limitées dans les ressources financières qu'elles peuvent mettre à disposition pour le travail de la JMPR en raison de demandes concurrentes sur leurs budgets respectifs ».</p> <ul style="list-style-type: none"> - Position : Les pays en développement ont des limites financières et recommandent donc que la FAO et l'OMS étudient la possibilité d'obtenir des fonds supplémentaires auprès des donateurs, par exemple Crop Life International, afin d'améliorer les ressources de la JMPR. - Justification : Un financement supplémentaire permettra d'améliorer l'efficacité et d'augmenter la production. - Si l'augmentation de la capacité de la JMPR peut répondre à la demande de charge de travail, cela nécessite un financement durable accru de la part des différentes autorités nationales. Toutefois, dans le climat financier actuel, on peut se demander si les autorités nationales accepteront d'engager des fonds pour soutenir la JMPR/CCPR à la lumière de toutes les autres priorités nationales.
<i>Experts JMPR</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque d'experts de la JMPR pour effectuer l'évaluation des dossiers toxicologiques et de résidus soumis par l'industrie agrochimique et les pays membres a été identifié comme un facteur clé contribuant à l'accumulation de l'arriéré. Il est également suggéré que le CCPR et la JMPR étudient conjointement les possibilités et les approches permettant de recruter davantage d'experts de la JMPR dans les pays membres. Il est tout aussi important de recruter et de former de jeunes agents prometteurs possédant de bonnes qualifications scientifiques et une expérience technique dans les domaines critiques par le biais d'un programme de renforcement des capacités et de mentorat. - Une option pourrait être la mise en œuvre de réunions supplémentaires de la JMPR. Toutefois, il semble très peu probable que les experts qui travaillent déjà pour la JMPR à titre gracieux soient disponibles pour plus d'une réunion. Un deuxième groupe d'experts et une structure globale seraient nécessaires pour maintenir le lien entre les deux groupes d'experts et harmoniser les procédures et les évaluations (sinon, un manque de cohérence risque de se produire). - Malgré les ateliers de formation et de recrutement organisés par la FAO en 2017 (Ottawa) et en 2020 (Chili), ces sessions n'ont permis d'identifier qu'une poignée de candidats retenus, dont certains ont rejoint la JMPR, tandis que d'autres ont décliné l'offre en raison de priorités et d'opportunités de carrière concurrentes. Ces dernières années, plusieurs experts compétents et expérimentés ont pris leur retraite. Si le nombre total d'experts de la FAO n'a pas beaucoup fluctué au cours des dernières années, la charge de travail a augmenté de façon exponentielle. En conséquence, chaque expert se voit confier un nouveau composé ou un examen périodique comportant jusqu'à trois nouvelles utilisations, ce qui n'est pas viable, surtout si l'on considère que la plupart des experts effectuent leurs examens en dehors des heures de travail, sur leur temps libre et sur une base bénévole. - Le recrutement d'un plus grand nombre d'experts JMPR est très difficile et nécessite beaucoup de ressources. Les autorités réglementaires ne sont pas toujours en mesure d'envoyer plus d'un ou deux experts à la JMPR ou de consacrer du temps à l'examen de la JMPR pendant leurs heures de travail en raison des priorités de l'autorité nationale. En outre, les experts sont bénévoles et ne sont pas rémunérés pour le temps passé à travailler sur les évaluations. En outre, bien que les réunions en personne donnent aux experts l'occasion de voyager, ils disposent de très peu de temps pour profiter des villes. Les experts de la FAO n'ont qu'un seul jour de congé (sur une réunion de près de trois semaines) et travaillent à des heures tardives. Il n'y a pas d'incitation à devenir expert. - Le rapport 2002 de la JMPR a constaté que la participation des experts de la JMPR se fait sur une base bénévole et nécessite le soutien des autorités réglementaires nationales. Les autorités nationales peuvent être réticentes à autoriser leurs experts à travailler pour la JMPR. Compte tenu de ces contraintes en termes de ressources et de personnel, il serait peut-être plus prometteur d'envisager d'autres possibilités d'accroître l'efficacité du processus d'évaluation existant ou de réévaluer le modèle d'évaluation de la JMPR.

Thème	Extraits de commentaires sur les défis et les opportunités
	<ul style="list-style-type: none"> - Il est considéré que le recrutement et la formation de nouveaux experts et le maintien de l'expertise existante de la JMPR sont d'une importance cruciale. Les sessions de formation de la JMPR pour les nouveaux évaluateurs potentiels de la toxicologie et des résidus peuvent aider à recruter de nouveaux experts, mais des initiatives supplémentaires pour attirer et retenir les experts peuvent être nécessaires. Il est très important de conserver l'expertise existante pour aider à former les nouveaux venus et pour mener à bien les évaluations les plus complexes à court terme, mais il faut veiller à ne pas surcharger les experts expérimentés. Les experts de la JMPR peuvent consacrer un temps considérable à la préparation des monographies de la JMPR et il a été suggéré qu'un plafond sur le nombre d'heures que les experts de la JMPR peuvent consacrer individuellement à la préparation des monographies avant la réunion pourrait aider à attirer et à retenir les experts. - Une autre option pour augmenter la capacité des experts de la JMPR qui devrait être explorée est que la FAO et l'OMS emploient des évaluateurs de la JMPR à temps plein, ou du personnel détaché sur une base semi-permanente, pour rédiger un certain nombre de monographies par an. Cela permettrait de fournir des monographies à la réunion, mais il convient de noter que le format actuel ne permet toujours pas de consacrer suffisamment de temps à la discussion en face à face. Un processus clair d'examen par les pairs de ces rapports serait nécessaire, qui pourrait encore s'appuyer sur les ressources des experts de la JMPR. - Les réunions de la JMPR se tiennent généralement à Rome ou à Genève, mais une plus grande flexibilité en termes de lieux de réunion peut intéresser les experts de la JMPR, en particulier ceux qui sont basés en dehors de l'Europe.
<i>Personnel</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Davantage d'experts sont nécessaires pour accroître la capacité des panels de la JMPR. - Les secrétariats conjoints FAO/OMS ont besoin de personnel supplémentaire, mais ne sont pas en mesure de quantifier cette demande. - Pour les questions nécessitant un haut degré de spécialisation, la FAO et l'OMS sont invitées à ajouter à leurs groupes des experts représentant plusieurs régions géographiques, y compris des régions sous-représentées.

Tableau 2: Résumé des commentaires sur les possibilités de réforme majeure du CCPR/JMPR et les défis associés.

Thème	Commentaires sur les défis et les opportunités
Utilisation des études et des données nationales	
<i>Utilisation et évaluation des examens nationaux par la JMPR</i>	<ul style="list-style-type: none"> – En principe, il s'agit d'une possibilité à explorer. Cela suppose que les examens nationaux soient terminés lorsque la JMPR évalue le composé. Une autre question est de savoir s'il faut définir des critères pour déterminer ce qui est considéré comme un examen national acceptable.
	<ul style="list-style-type: none"> – Recommande l'utilisation de données scientifiques nationales et/ou régionales pour l'évaluation des risques par la JMPR. L'utilisation de ces résumés nationaux ou régionaux de données par la JMPR entraînerait un gain de temps substantiel, tout en permettant à la JMPR de se concentrer sur l'évaluation internationale des risques.
	<ul style="list-style-type: none"> – Nous sommes d'avis qu'il est possible d'utiliser les examens nationaux pour l'évaluation de la JMPR. Toutefois, il est également nécessaire de renforcer les capacités des membres du Codex afin qu'ils puissent répondre aux exigences des évaluations de la JMPR. En outre, les détails de chaque étape de la procédure d'examen national devraient être fournis de manière détaillée.
	<ul style="list-style-type: none"> – Les experts de la JMPR devraient prendre en compte les études nationales dans leurs évaluations. La soumission d'études nationales pour initier les examens de la JMPR a été demandée par la FAO depuis longtemps. Ces études nationales pourraient être soumises par les autorités nationales en réponse aux lettres circulaires, dans lesquelles toutes les parties prenantes sont invitées à soumettre des informations pertinentes. Par conséquent, les propriétaires/éditeurs de ces examens devraient être encouragés à soumettre ces informations. Le Codex pourrait également mettre en place un système pour toutes les nouvelles révisions nationales de LMR. Pour les révisions périodiques des LMR existantes, le Codex pourrait se référer à des bases de données mondiales privées (par exemple Homologa) qui peuvent être exploitées car elles assurent le suivi des LMR et des étiquettes au niveau mondial depuis plus de vingt ans.
	<ul style="list-style-type: none"> – Étant donné qu'il peut être difficile de modifier la disponibilité des ressources et du personnel de la JMPR, un domaine d'opportunité potentiel est l'utilisation des examens au niveau national par la JMPR. Cela est lié aux travaux actuels du CCPR visant à permettre la participation de la JMPR à l'examen conjoint global des nouveaux composés. L'utilisation d'examens nationaux des données a été envisagée lors de l'examen des procédures de travail de la JMPR en 2002 et il pourrait être utile de la réévaluer sur la base des progrès réalisés par l'Organisation de coopération et de développement économiques et des approches régionales qui pourraient être davantage exploitées par la JMPR.
	<ul style="list-style-type: none"> – Il n'est pas clair ce qui est proposé par l'utilisation d'études et de données nationales. Les ensembles de données fournis à la JMPR représentent souvent des données provenant de plusieurs pays. Après examen des données et des autorisations réglementaires en vigueur au moment de l'évaluation de la JMPR, la BPA critique est décidée en fonction des données justificatives utilisées pour formuler une recommandation de limite maximale de résidus. – S'il est proposé que la JMPR utilise des études nationales de données et l'évaluation des risques correspondante, on considère qu'il y a des avantages et des inconvénients liés à l'utilisation potentielle d'études nationales. Il pourrait y avoir des gains d'efficacité en termes de préparation des monographies si une étude nationale pouvait être utilisée par l'évaluateur de la JMPR, par exemple pour produire des tableaux de résultats d'essais sur les résidus. L'autorité australienne des pesticides et des médicaments vétérinaires dispose d'un processus établi pour examiner les évaluations internationales afin d'éclairer sa décision réglementaire, mais elle ne se contente pas d'adopter les conclusions de cette évaluation internationale. Si la JMPR devait avoir recours à des examens nationaux, il conviendrait de définir un processus permettant de préserver l'indépendance (perçue et réelle) de la JMPR et de garantir que les décisions prises par la JMPR sont cohérentes avec le cadre d'évaluation des risques de la JMPR.

Thème	Commentaires sur les défis et les opportunités
	<p>Le concept d'examens conjoints de la JMPR et d'un régulateur national a été discuté récemment, mais n'a pas encore été véritablement mis en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La JMPR est composée d'experts de nombreux organismes de réglementation différents et prend déjà note des documents et des données des études nationales pour étayer ses conclusions. La décision d'utiliser directement les études nationales pour établir les CXL reviendrait aux gestionnaires de risques. Ils devraient également définir les circonstances dans lesquelles une telle approche serait acceptable pour les membres du Codex. - Les examens nationaux diffèrent souvent d'une autorité à l'autre en raison de politiques scientifiques et d'exigences législatives différentes et, dans de nombreux cas, parce que les fabricants soumettent souvent des données différentes à chaque autorité. Tous les examens nationaux ont leurs qualités, c'est pourquoi on peut se demander comment la JMPR déterminera sur quel examen national elle s'appuiera. En outre, le format et les modèles utilisés pour examiner les données toxicologiques et les résidus chimiques diffèrent d'une autorité à l'autre. Si toutes les autorités et la JMPR peuvent se mettre d'accord sur un modèle/format standard, la JMPR pourra peut-être se baser sur les examens nationaux individuels (à l'exclusion des décisions) ou sur les résumés de chaque étude scientifique, ce qui évitera aux experts de la JMPR de recréer des tableaux et d'entrer des données. - L'utilisation des études et des données nationales par la JMPR doit être mise en balance avec la nécessité de maintenir la JMPR en tant que groupe consultatif scientifique international indépendant. Il s'agit d'un élément essentiel de la JMPR et des procédures de travail claires devraient être élaborées pour maintenir sa capacité à évaluer les pesticides de manière indépendante lorsqu'elle émet des recommandations en matière de LMR. - Il est considéré que l'utilisation de monographies nationales peut poser certains problèmes liés à la perception de l'indépendance du processus d'évaluation, ainsi qu'à l'obligation d'obtenir l'autorisation non seulement du promoteur, mais aussi de l'autorité nationale pour l'utilisation du document.
Modèles alternatifs d'évaluation par les pairs	
<p><i>Portée de l'approche actuelle et compatibilité des alternatives avec les principes d'analyse des risques du Codex</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le modèle actuel d'évaluation par les pairs est-il adapté à l'objectif visé ? Est-il trop étendu ou trop léger, ou juste ce qu'il faut ? Les critères utilisés pour le processus d'évaluation par les pairs et le nombre de personnes impliquées dans le processus d'évaluation par les pairs ne sont pas clairs. Ces éléments pourraient être revus afin de déterminer s'ils sont toujours adaptés à l'objectif visé. - D'autres modèles d'examen par les pairs permettraient certainement d'alléger la charge de travail de la JMPR. Cependant, toute organisation/autorité désignée pour l'examen par les pairs devrait avoir une bonne connaissance des données chimiques sur les résidus, des principes d'analyse des risques du Codex, des politiques scientifiques de la JMPR (manuel de la FAO) et des décisions antérieures de la JMPR afin de garantir la cohérence et la responsabilisation.
<p><i>Engagement sur les examens nationaux</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de faciliter l'utilisation des examens nationaux, nous encourageons la participation des experts de la JMPR en tant qu'observateurs. D'un point de vue procédural, la JMPR intervient après qu'un pesticide a été autorisé dans au moins un État membre du Codex, comme condition d'inscription à l'ordre du jour. Pour les substances qui ont été désignées, les experts de la JMPR pourraient être invités en tant qu'observateurs aux réunions des autorités lorsque des décisions sont prises sur des sujets pertinents, tels que la définition du ou des résidus, les valeurs indicatives basées sur la santé et les LMR. Cela permettrait de minimiser les différences entre les évaluations de la JMPR et les évaluations nationales et d'identifier les lacunes en matière de données qui pourraient être comblées avant la soumission des informations à la JMPR. L'indépendance des conclusions des évaluateurs de la JMPR est garantie par les critères spécifiques de la JMPR qu'ils appliquent à un ensemble de données résumées par un organisme d'évaluation national.

Thème	Commentaires sur les défis et les opportunités
Autres domaines de réforme	
<i>Portée des évaluations et LMR par défaut</i>	<ul style="list-style-type: none"> – Le champ d'application des produits pour lesquels une LMR peut être établie devrait-il être revu (par exemple, les produits destinés à l'alimentation animale) ? Si ce champ d'application est réduit, le nombre de soumissions et donc la charge de travail des évaluateurs de la JMPR s'en trouveront diminués. – Lorsqu'une LMR Codex a été établie pour un nouveau composé, une LMR par défaut (telle que 0,01mg/kg) pourrait-elle également être établie s'il n'y a pas de problème d'exposition alimentaire. Cela permettrait à la fois de réduire les irritants commerciaux et de diminuer le nombre de soumissions de LMR.
<i>Développer un programme d'examen continu de la JMPR</i>	<ul style="list-style-type: none"> – Des préoccupations ont été exprimées quant à la question de savoir si la prise de décision annuelle au sein du Codex répond encore aux demandes actuelles des membres du Codex. Il a été suggéré que la création d'une JMPR permanente travaillant sur des soumissions programmées serait une solution plus appropriée pour fournir des conseils scientifiques. En outre, comme cela a déjà été mentionné plus haut, le fait de conseiller rapidement le CCPR sur le calendrier des produits chimiques existants à réévaluer périodiquement pourrait contribuer de manière importante à réduire la charge de travail de la JMPR et du CCPR. – Afin de passer à un système de Codex fonctionnant en continu, une deuxième réunion virtuelle du CCPR pourrait être établie en plus de la réunion annuelle du CCPR. Ce CCPR virtuel supplémentaire pourrait exclusivement décider des CXL tandis que la réunion en face à face du CCPR gère les CXL et toutes les autres questions du CCPR (par exemple, les groupes de travail électroniques). Afin de tirer parti des gains d'efficacité réalisés par le CCPR, la Commission devrait adopter les CXL proposées par le biais d'une procédure écrite, en plus de l'adoption des CXL lors de la réunion en personne de la Commission.

Question 4 :

Les membres et observateurs du Codex sont invités à donner leur avis sur l'orientation des ateliers de parties prenantes supplémentaires qui visent à développer l'atelier virtuel de parties prenantes parrainé par CropLife International le 31 mars 2022 et résumé dans le document [CX/PR 22/53/20](#). Veuillez fournir des recommandations sur les sujets et thèmes clés de cet atelier de suivi.

13. Suite à la publication de la CL 2022/75-PR, CropLife International a organisé deux ateliers virtuels pour les parties prenantes le 23 févrierrd et le 7 marsth, 2023. L'information sur les ateliers virtuels a été fournie aux participants du GTE par le biais du Forum électronique du Codex.⁹ Les informations et les contributions des parties prenantes à ces ateliers ne sont pas résumées dans le présent document de travail, mais pourraient intéresser le CCPR et la JMPR dans leurs délibérations futures.
14. Les participants à l'EWG ont formulé des commentaires plus limités sur ces questions. Les commentaires spécifiques portant sur les questions supplémentaires sont résumés ci-dessous :
 - Les délibérations futures pourraient bénéficier d'une discussion sur l'examen précédent des procédures de travail de la JMPR, effectué en 2002. En particulier, il serait utile d'identifier les principales conclusions et recommandations qui sont pertinentes pour le débat actuel sur la capacité d'examen de la JMPR. Il serait également utile que l'atelier de suivi comprenne la participation d'un éventail de parties prenantes au processus d'évaluation, y compris les membres du Codex, les organisations ayant le statut d'observateur, les experts de la JMPR et la FAO/OMS. Cela permettra d'impliquer les parties prenantes et de s'assurer que les points de vue des experts de la JMPR qui ont la meilleure compréhension du processus actuel sont représentés.
 - Afin de renforcer la capacité de la JMPR, certains changements procéduraux et structurels majeurs seront nécessaires et devraient être sérieusement envisagés. Si de petites améliorations peuvent être apportées immédiatement, cela ne résoudra pas les problèmes structurels découlant du fait que la JMPR n'est pas une structure permanente dotée d'un personnel permanent. Si un atelier est organisé à l'avenir, il devrait se concentrer principalement sur la manière de réaliser des changements structurels majeurs à l'avenir (par exemple, en élaborant une feuille de route pour un tel changement).

⁹ <https://forum.codex-alimentarius.net/viewtopic.php?t=1988>

- Trois domaines ont été proposés pour les futurs ateliers, accompagnés d'exemples :
 - Communication (par exemple, méthodes de travail, échange avec les sponsors de données, infrastructure informatique)
 - Fourniture d'avis scientifiques (par exemple, surmonter les contraintes de capacité, plus de réunions, "JMPR" permanente, possibilité d'inviter les experts de la JMPR aux réunions d'experts des gouvernements).
 - CCPR (CAC) (par exemple, modifications des procédures du CCPR, réunions semestrielles dont une en personne et une virtuelle, procédures écrites, modifications des procédures du CAC)
- Enfin, il a été noté que d'autres comités du Codex pourraient être confrontés à des défis similaires. Il serait peut-être utile d'inviter d'autres comités du Codex à partager leurs expériences, à échanger des idées et à réfléchir collectivement à la manière de rendre le processus plus efficace dans l'ensemble du Codex.

Questions 5 :

Avez-vous d'autres propositions ou recommandations qui ne sont pas couvertes par les quatre questions précédentes ?

15. Des commentaires plus limités ont été formulés sur des propositions et des recommandations supplémentaires qui n'étaient pas couvertes par les questions précédentes énumérées dans le document CL 2022/75-PR.
16. Les commentaires spécifiques qui ne sont pas abordés plus haut dans ce document de discussion sont les suivants :
 - Un commentateur a fait les propositions suivantes concernant les questions budgétaires :
 - Comme la FAO, l'OMS est invitée à affecter un budget permanent à la fourniture d'avis scientifiques. Bien que cette question ne puisse être résolue au sein du CCPR ou de la CAC, les membres du Codex sont invités à s'impliquer lorsque les budgets sont discutés au sein de l'OMS.
 - La FAO et l'OMS sont invitées à étudier comment les contributions financières du secteur privé pourraient être acceptées pour soutenir la fourniture d'avis scientifiques par la JMPR et d'autres réunions ou consultations scientifiques conjointes, tout en préservant l'indépendance de la FAO et de l'OMS.
 - La FAO et l'OMS sont invitées à investir davantage de ressources dans des employés permanents pour la préparation des projets de documents d'examen initiaux qui seront examinés par les groupes d'experts de la JMPR. Ces ressources supplémentaires pourraient être créées grâce à un financement additionnel des gouvernements ou au détachement d'experts des gouvernements pour une période de 3 à 5 ans. Des examinateurs à temps plein pour les nouveaux composés pourraient également assurer une fixation plus simultanée des LMR avec les LMR nationales dans les pays où les nouveaux composés sont enregistrés en premier.
 - Utilisation et mise en œuvre des normes Codex par les membres (Objectif 3 de l'ODD du Codex) : il est demandé au secrétariat du Codex de collecter et de publier régulièrement des informations actualisées sur les progrès de l'adoption active des CXL par les gouvernements nationaux et sur les politiques de report pour discussion lors des réunions du CCPR et de la Commission du Codex Alimentarius.
 - Un commentateur a noté que la participation des experts des pays en développement aux activités de la JMPR et aux réunions du CCPR est faible et propose donc une facilitation pour améliorer la participation. La représentation géographique devrait être prise en compte dans le renforcement des capacités des experts, la collecte de données et la participation globale au processus d'établissement de la CXL du Codex.

IV. CONCLUSIONS

17. Le GTE a terminé son travail et préparé ce document sur la base des réponses reçues à la lettre circulaire CL2022/75-PR et il est présenté pour examen au CCPR54.
18. Au total, quinze pays membres et trois organisations observatrices ont soumis des informations complètes en réponse à la lettre circulaire CL2022/75-PR. Sur la base de ces commentaires, le GTE s'est accordé sur la nécessité d'améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR afin de répondre aux préoccupations liées à la charge de travail actuelle de la JMPR et à la demande future d'évaluations des composés.
19. Le GTE présente une proposition d'approche en deux étapes pour examen par le CCPR. Dans un premier temps, ce document est soumis à la JMPR pour qu'elle l'examine afin d'identifier les priorités initiales pour l'amélioration

de ses procédures opérationnelles et pour qu'elle rende compte de ses conclusions à la session suivante du CCPR. Dans un deuxième temps, le CCPR examinera la réponse de la JMPR et, après consultation des secrétariats du CCPR, du Codex et de la JMPR, ainsi que de la FAO et de l'OMS, le CCPR et la JMPR devraient définir une approche appropriée pour identifier les priorités potentielles en matière d'amélioration et de réformes structurelles majeures et élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des améliorations et des réformes structurelles majeures.

Parmi les approches possibles, on peut citer la commande d'une évaluation organisationnelle à une organisation tierce indépendante ou la collaboration avec un organe consultatif ou un comité du Codex existant.

V. RECOMMANDATIONS

20. Le GTE recommande au CCPR54 d'examiner une proposition de plan de travail et un éventuel calendrier pour améliorer les procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR comme suit :

Première étape : 2023-2024

- (i) Demander au CCPR54 de soumettre ce document à la JMPR, par l'intermédiaire du secrétariat de la JMPR, pour examen lors de sa réunion ordinaire en septembre 2023. Le document devrait être accompagné du résumé de la discussion qui a eu lieu au CCPR54, sur la base des commentaires reçus en réponse à la lettre circulaire CL 2023/39-PR, et de toute recommandation supplémentaire (le cas échéant) pour examen par la JMPR.
- (ii) La JMPR doit examiner la demande du CCPR54 et identifier les priorités initiales pour améliorer ses procédures opérationnelles et rendre compte au CCPR55 (2024) de ses recommandations et des domaines spécifiques qui pourraient nécessiter des orientations de la part du CCPR.

Deuxième étape : 2024 et au-delà

- (iii) Le CCPR55 examinera la réponse de la JMPR et, sur la base de consultations avec les secrétariats du CCPR, du Codex et de la JMPR, ainsi qu'avec la FAO et l'OMS entre 2023 et 2024, le CCPR et la JMPR devraient identifier une approche appropriée pour
 - a. identifier les priorités potentielles en matière d'amélioration et de réformes structurelles majeures et
 - b. élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des améliorations et des réformes structurelles majeures

APPENDIX I
CONSOLIDATED COMMENTS IN RESPONSE TO "CL 2022/75-PR REQUEST FOR COMMENTS ON
THE NEED TO ENHANCE CCPR/JMPR AND THE ASSOCIATED OPPORTUNITIES AND CHALLENGES
(ORIGINAL LANGUAGE ONLY)

Summary

Title	CL 2022/75-PR Request for Comments on the Need to Enhance CCPR/JMPR and the associated opportunities and challenges (Id 1974)
Description	Request for Comments on the Need to Enhance CCPR/JMPR and the associated opportunities and challenges
Deadline (extended)	20 February 2023
Review Status	Completed (23 February 2023)

Comments submitted by:

Australia
Canada
Colombia
Costa Rica
Egypt
European Union
India
Indonesia
Iraq
Kenya
New Zealand
Peru
Singapore
Thailand
USA
CropLife International
Grain and Feed Trade Association (GAFTA)

Text	Comment
General Comments	
<p>European Union</p> <p>The European Union (EU) would like to thank the Electronic Working Group (eWG) on Enhancement of work management of CCPR and JMPR chaired by The United States of America and co-chaired Costa Rica, France, Germany and Uganda for the preparation of the discussion paper.</p> <p>The EU notes that besides the present eWG, other eWGs are currently working on the issue of the workload of JMPR and CCPR (i.e. Establishment of CCPR schedules and priority lists, Management of unsupported compounds, National registration of pesticides). For efficiency purposes in time and resource management, the EU believes that this issue would benefit from a more integrated and consistent approach. The EU is concerned about the backlog of evaluations on new compounds, uses, and especially on periodic evaluations. Heavy backlogs show that the current system is not efficient enough to meet the demand today and in the future. The EU also notes that it is challenging to solve this immediately and that there is not one easy solution.</p> <p>In that respect, as an overarching reflection on the model for the future Codex work, the Executive Subcommittee on the future of Codex could be a place that could effectively tackle some of the challenges currently faced by CCPR and JMPR.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Indonesia</p> <p>In response to the CL 2022/75-PR (Request for Comments on the Need to Enhance CCPR/JMPR and the Associated Opportunities and Challenges), Indonesia proposes following comments to enhance the operational procedures of CCPR and JMPR and the associated opportunities and challenges:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. In line with the result of CCPR53, we support the consideration of a second or possibly subsequent workshops that would expand on and further develop some of the themes addressed in the virtual workshop sponsored by CropLife International on March 31, 2022, as described in CX/PR 22/53/20. This activity is stated in the ToR/the framework of EWG established to enhance operational procedures of CCPR and JMPR and the associated opportunities and challenges. 2. In order to support JMPR role in conducting the independent international evaluation of pesticide residues, it is necessary to consider the expert recruitment “call for expert” for encouraging extensive and meticulous work of JMPR in evaluating the huge of submitted scientific data. 3. Considering the lack of financial resources for JMPR work, to generate pesticide residues evaluation, we are of the view that it would be possible to engage cooperation with other dialogue partners/development organizations/industry associations with the commitment to the independency and impartiality principles. 4. Considering that the large amount of work for CCPR and the increase of JMPR evaluation proposals, as well as limited resources, we propose setting a scale of prioritization. Prioritization mechanism/approach would be helpful for example, in selecting the work, and allowing the establishing of long-term planning and work management. The Development of such approach could be done by establishing narrower scope of ewg or other suitable methods. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Peru</p> <p>“En relación al documento CL 2022/75-PR, comentarle a modo general que como país miembro del Codex, es necesario mejorar los procedimientos operativos del CCPR y la JMPR para satisfacer la demanda mundial de evaluación de nuevos compuestos, usos y revisiones periódicas, para esto sugerimos lo siguiente:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tener más reuniones presenciales de la JMPR, evitar cancelaciones y ampliar su capacidad de revisión. 2. Aumentar los recursos financieros disponibles para este trabajo para evitar la acumulación de plaguicidas en espera de revisión. 3. Considerar aumentar el número de profesionales para la revisión de nuevos compuestos, usos y revisiones periódicas, y si es posible considerar un pago por sus servicios”. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
For background information, please see CL 2022/75-PR	
<p>Iraq Agree <i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>Australia</p>	<p>The Australian delegation to CCPR welcomes the opportunity to comment on CL 2022/75-PR, the request for comments on the need to enhance CCPR/JMPR and the associated opportunities and challenges. The development of MRLs is the key role of CCPR and JMPR work is integral to that role. Australia would again like to emphasise that the scientific rigour of JMPR evaluations should be maintained at a high standard.</p> <p>We will start by referring to CX/PR 11/43/15 which was presented as Agenda Item 13(a) at CCPR43 in 2011 as that Discussion paper on JMPR resource issues in the provision of scientific advice to CCPR highlighted many issues which remain relevant today.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
	<p>Codex members and observers are invited to provide information on the need to enhance the operational procedures of CCPR and the Joint FAO/WHO Meeting on Pesticide Residues (JMPR) and the associated opportunities and challenges by providing replies to the questions below.¹ This information will be used by CCPR and JMPR in 2023 to further explore how to improve the existing system to meet current and future demand for JMPR evaluations.</p>
<p>India</p>	<p>Comment:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Increase the number of meetings /delegates/groups/members 2) <ol style="list-style-type: none"> a) JMPR meetings preferably twice a year (maybe one virtual and one physical, keeping in view the finances involved) b) Increase resources and involve more subject experts c) strategic planning is a must by core committee of WHO/FAO before initiating the above procedures 3) Concerns w.r.t. opportunities and challenges to be met by proper planning both from an administrative angle and work execution 4) Small exercise by the secretariat needs to be done - <ol style="list-style-type: none"> a) Engage/appoint/involve more of individuals/ suitable/subject experts (Qualification to be mentioned beforehand so that applications are submitted/received accordingly) b) Either float an advertisement on the website for interested volunteers or ask the already existing members to engage/nominate/recommend some part-time candidates who can assist them. c) Some remuneration (amount to be decided) may be given for a specific quantum of work done by the individual d) Need-based secretarial staff can also be increased <p>Rationale: For regular updation and to get the backlog finished/job done and in order to facilitate completion of backlog and streamline the work in future</p> <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>
<p>CropLife International</p>	<p>Background</p> <p>CropLife International welcomes the opportunity to provide comments on the need to enhance JMPR's and CCPR's output. CropLife International is the global federation representing the plant protection and plant science industry, made up of six member companies that research, manufacture and sell crop protection and plant biotechnology products. The organization also serves a global network of regional and national associations which spans more than 90 countries.</p> <p>Capacity issues of JMPR have been discussed in the CCPR meeting for more than two decades. However, satisfactory solutions have not been found, or implemented yet. For this reason, Maximum Residue Limits (MRLs) for new and innovative pesticide active substances cannot be reviewed in a timely manner, i.e. innovation does not reach farmers. Codex MRL applications queue on the priority list for several years. At the same time, the interval for periodic reviews of established Codex MRLs has been extended from 15 to up to 25 years due to capacity constraints. As a consequence, as CropLife International described earlier, proposals for new work need to be postponed and new active substances remain in the queue before they can be evaluated.(1,2) In 2021, CropLife International reviewed the 2002 WHO/FAO report, and observed that certain needs for improvement which were identified in 2002 still remain unsolved.(3) For example, the complexity of required scientific information has increased significantly in the last two decades and presents an even higher burden on JMPR experts, while opportunities have been missed to develop state of the art IT tools to support JMPR's work.</p>

Text	Comment
	<p>While one priority for CropLife International is to support Codex processes to set pesticide MRLs, it is also important that Codex MRLs are used by Codex members. Therefore, CropLife International suggests to establish a permanent agenda item at CCPR where Codex members report on the use of CXLs. This would be an excellent implementation of Codex Strategic Goal 3, to increase impact through the recognition and use of Codex standards.(4)</p> <p>1. Enhancing operational procedures of JMPR and CCPR to eliminate the backlog of evaluations and meet the future demand of establishment CXLs Available at: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-718-53%252FWDs%252Fpr53_20e.pdf</p> <p>2. Comments by CropLife on Agenda Items 4a, 16. Available at: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-718-52%252FCRDs%252Fpr52_CRD11x.pdf</p> <p>3. 2002, Report on the Review of the Working Procedures of JMPR. Available at: https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/crit_review.pdf.</p> <p>4. Codex Strategic Plan 2020-2025 https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/publications/en/</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Question 1: Please comment on the need to enhance the operational procedures of CCPR/JMPR to (i) eliminate the backlog of compounds evaluations caused by the cancelation of JMPR meetings due to the COVID19 pandemic and (ii) expand its review capacity to meet the future demand. If possible, please organize your response using the suggested categories below.</p>	
	<p>Australia</p> <p>The Joint Meeting on Pesticide Residues (JMPR) continues to be essential for the independent international evaluation of pesticide residues and the MRLs which are supported by the Codex Committee on Pesticide Residues (CCPR) remain very important for facilitating the international trade of agricultural produce. Australia is grateful for the good work that JMPR and CCPR have done over many decades but considers that there is a need to enhance the operational procedures of CCPR/JMPR going into the future. We consider that there is a need to eliminate the current backlog of new evaluations and periodic reviews, particularly those of higher complexity which have not progressed in recent virtual meetings. We also consider that there is need to increase JMPRs future review capacity as it is anticipated that number, size and complexity of assessments to be conducted by JMPR in the future will increase.</p> <p>The current JMPR workload is very high. The 2022 JMPR evaluated 34 compounds of which 7 were new compounds and four were periodic re-evaluations. As noted in the 2002 JMPR Report General Consideration Item the Needs of JMPR it was noted that “voluntary contributions by individuals of their own time, is not sustainable with the increasing workloads and the complexity of modern evaluations”. In the intervening 20 years the complexity of evaluations has increased substantially, as has the workload. Further the pressure to finalise assessments, particularly for individual experts responsible for multiple compounds, is unrealistic. The 2002 JMPR General Consideration Item also highlighted that the “system has become unsustainable and without additional resources it will fail sooner rather than later”. Australia’s preference is that resources to conduct the work of JMPR are increased, but if that is not possible then expectations of Codex members and compound sponsors needs to be balanced with available JMPR resources.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>
	<p>Canada</p> <p>Canada recognizes that there is a need to enhance the operational procedures of JMPR in order to address the backlog of compound evaluations as well as to address the future workload demand of compound evaluations. Canada shares the opinion that the biggest hurdle to overcome the JMPR workload is capacity building and the need for more FAO/WHO experts to carry out the compound evaluations. However, finding experienced resources has presented its own challenges.</p> <p>Despite the FAO training and recruiting workshops held most recently in 2017 (Ottawa) and 2020 (Chile), these sessions only identified a handful of successful candidates, some of which have joined the JMPR, while others declined due to competing priorities and career opportunities. These last few years, several knowledgeable and experienced experts have retired. While the overall number of FAO experts may not have fluctuated considerably over the last few years, the workload has increased exponentially. As a result, each expert is assigned one new compound or periodic review with up to 3 new uses, which is not sustainable, especially considering that most experts conduct their reviews outside of work hours, on their own time and on a voluntary basis.</p> <p>While increasing the capacity of JMPR may address the workload demand, to do so requires increased sustainable funding from various national authorities. However, in the current financial climate, it is questionable whether national authorities will agree to commit funds to support JMPR/CCPR in light of all other national priorities.</p>

Text	Comment
	<p>It should also be noted that while increasing JMPR capacity may result in a greater number of reviews, all these reviews must be peer-reviewed and approved by each individual Panel (FAO/WHO). This approval process must be made during the 2 and a half week meeting in September, which is not likely to be sufficient time to do so, and increasing the duration of the meetings is also not a feasible option.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Costa Rica</p>	<p>1. Organizar la agenda de las reuniones presenciales de la JMPR para que se aborden temas en los que es trascendental la presencia física de los expertos a fin de solventar una posible afectación en la toma de decisiones de la JMPR y que permitan atender de manera oportuna las necesidades de del CCPR.</p> <p>2. Incrementar la frecuencia de reuniones virtuales en las que se puedan debatir temas en los que la presencia física no es trascendental.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Egypt</p>	<p>Egypt suggests creating an electronic platform/portal to facilitate and enhance the JMPR work in order to eliminate the backlog of compounds evaluations caused by the cancelation of JMPR meetings due to the COVID19 pandemic and to expand its review capacity to meet the future demand.</p> <p>This platform will include the current workload of new compounds and future workload as well as an extensive database of experts to cover all areas of the JMPR work.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>European Union</p>	<p>Currently, the annual JMPR Residue Meeting, hereafter referred to as “meeting”, lasts for 9 days (including weekends) with a typical agenda of 12 - 15 full compound assessments (new compounds or periodic reviews) and 15 - 20 compounds with additional uses for MRLs. Normally, significantly less than one day remains per compound for assessing all relevant endpoints, deriving the residue definitions, reviewing all supervised field trials, estimating MRLs for plant and animal commodities, conducting long- and short-term dietary risk assessments and putting all this in written form.</p> <p>Without changing the level of depth and independence of evaluations, increasing the capacity to review more compounds (e.g., by providing resources to recruit more experts) is not necessarily expected to increase the number of final outputs, since insufficient time to make scientifically sound joint decisions during the meeting is currently the bottleneck.</p> <p>It would be helpful to task the FAO/WHO Secretariats to survey (e.g., by requesting JMPR experts’ experience):</p> <ul style="list-style-type: none"> • the usual time required during meetings for the evaluation of a new compound and for evaluation of a substance under the periodic review program (assuming all relevant preparations have been completed before the meeting, such as preparing close to final, internally peer-reviewed evaluations and appraisal documents), • the usual time required during meetings for new MRL assessments and • the usual time required during meetings for general issues like responses to CCPR or General Items. <p>Based on this information, the workload and prioritization of the meeting agenda could be aligned with the available timeframe and required additional resources could be quantified and appropriate measures taken on that basis.</p> <p>All these considerations apply also to the toxicological evaluation of compounds by WHO experts. An increase in the number of experts involved might increase the quality of monographs (if there are two monographers working on the same compound) and perhaps reduce the workload for individual monographers but will not necessarily increase neither the quantitative output of the meeting nor the quality of discussions.</p> <p>Apart from the above considerations, the EU is strongly in favour of a stringent approach for deleting compounds from the system that are no longer supported by a manufacturer. The 4-year rule already exists for unsupported substances and the 25-year rule is laid down in the Codex procedural manual, but it is not implemented in CCPR in a strict way. Notably, the procedural manual clearly states that “the proposed MRL is maintained for a period of no more than four years” and that when “there is no commitment to provide additional information, or no data are supplied despite a commitment being made in relation to the four-year-rule, the CCPR considers withdrawal of the draft MRL .”. The EU believes, that in such cases, a clear decision should be taken by CCPR to withdraw such substances. Consequent withdrawal of the corresponding CXLs will contribute to reducing the number of substances for which a periodic review is overdue.</p>

Text	Comment
	<p>In addition, the EU notes that the number of active substances with the reference “Awaiting advice on supported commodities” increases from year to year. In this regard, the EU would also like to call upon the data submitters to meet their commitments in a timely and comprehensive manner. Here too, a more stringent use of the rules laid down in the Procedural Manual would be necessary.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>India</p>	<p>Comment:</p> <p>1.1 Ensure that Current workload of new compounds may be categorized subject wise and for preliminary screening and literature search fresh candidates (as suggested earlier) of particular subject may be delegated the task who would compile information on uses etc. of the new compound which would help the member expert to do the periodic evaluations strait without wasting further time.</p> <p>1.2 This would fruitful for managing Future workload demand for new compounds, uses, and periodic evaluations</p> <p>1.3 The above planning would enhance the operational procedures of CCPR/JMPR</p> <p>Rationale: Updation of backlog thereby would help the Secretariat in betterment of the existing/current system</p> <p>By adopting this procedure, future can be met with current technology and work could be planned and performed efficiently on time to facilitate trade globally</p> <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>
<p>Thailand</p>	<p>In principle, Thailand supports the TOR of EWG to enhance operational procedures of JMPR and CCPR. We encourage the balanced evaluation among all three areas of work undertaken by JMPR, including, new active ingredients, new uses, and re-evaluation. According to the analysis by CropLife International, the number of pesticide active ingredients for re-evaluation are very low. Hence, the working mechanism still needs to be improved in order to avoid international trade problems because of the lack of MRLs.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>USA</p>	<p>The United States appreciates the efforts of JMPR to conduct comprehensive evaluations and recognizes the unique challenge posed by advancing work virtually during the Covid-19 Pandemic. The United States does not have specific comments on the CCPR/JMPR’s current workload and future capacity and looks forward to gaining insight from other Codex Members and Observers on the need to expand review capacity.</p> <p>With respect to concerns about the backlog of compound evaluations, future enhancements to the operational procedures of CCPR/JMPR may want to focus on more clearly communicating the impact of the cancelation of physical meetings on the schedule of reviews for JMPR and providing a more detailed workplan to Codex Members, Observer Organizations, and sponsors that provides a status update on reviews that have been initiated by JMPR, whether they will be delayed, and indication of a target completion year by JMPR. This workplan could also include information on how the backlog has impacted the future schedule and priority list for JMPR and can inform deliberations on whether additional action is needed by CCPR/JMPR to expand its review capacity (e.g., convene a future extraordinary meeting).</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p><i>1.1 Current workload of new compounds, uses, and periodic evaluations</i></p>	
<p>Colombia</p>	<p>Tener en cuenta que las evaluaciones de nuevos compuestos solo puedan ser ejecutadas (pruebas de campo) por países miembros de Codex con tradición productora y exportadora del producto sujeto a evaluación; así mismo que las observaciones, retroalimentación y correcciones a los informes de pruebas de campo sean realizadas solo por países miembros del Codex con tradición productora y tradición importadora del producto objeto de evaluación.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Kenya</p>	<p>Kenya proposes that due to the heavy workload of the CCPR/JMPR there is need to reform the operational procedures to enhance capacity of JMPR.</p> <p>Rationale: The backlog has been caused by the initial evaluation of new compounds, periodic review, and Covid-19 pandemic. <i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>

Text	Comment
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> To reduce the backlog, it would seem the most realistic option would be to hold an extra meeting(s). However, the funding and logistics of this could provide difficult. <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>To overcome the current backlog, which became more critical with the onset of the pandemic, FAO and WHO are requested to –</p> <ul style="list-style-type: none"> Organize two JMPR's per year, until the backlog is resolved. Prioritize the training and selection of new experts, particularly from currently under-represented regions in support of Codex capacity building goals. Consider making more use of national reviews of active ingredients in JMPR reviews, as previously summarized data. This could be very useful to catch-up on the ever growing gap with significantly longer lists of national MRLs. This could also help to reduce the work for substances undergoing the periodic review. <p>Employers of Reviewers are requested to:</p> <p>Support the additional hours for JMPR reviews and allow these reviewers to complete this work as part of the normal work assignment.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>GAFTA</p> <p>Gafta represents the international trade in agricultural commodities since 1878 and is an observer member of Codex. Gafta members are transporting up to 1 million tonnes of agri bulk commodities around the world every day, from surplus to deficit countries to ensure food security. We represent 2000 companies in over 100 countries, with over 80% of the world's grain shipped according to Gafta standard contract terms.</p> <p>Our members are very supportive of Codex standards which are international and ensure that food is safe and can be traded. Empowering Codex to perform its role more effectively and efficiently by addressing current capacity challenges, embracing new scientific and administrative methods of evaluation, and ensuring adequate resources are available, is essential to global food security, safety and trade.</p> <p>We promote Codex standards because they are based on sound science, promote alignment between export and import countries and encourage trade facilitation. Harmonised international Maximum Residue limits are supported by the trade but, nonalignment is a daily concern as several Codex member countries are not using these standards.</p> <p>We are very aware of the backlog of compound evaluations that has grown in JMPR due to Covid 19 and we appreciate this places huge pressure and demand on Codex and JMPR services to evaluate increasing volumes of data. Additionally, there is also an increasing number of active substances and their re-evaluations and the current system simply cannot keep up with demand. The Croplife analysis clearly demonstrates these challenges in terms of new active ingredients, new uses and re evaluations, and highlights need to find new solutions to ensure the system is more efficient and streamlined in terms of collecting data.</p> <p>We also support the need for availability of more scientific experts and the need for sustainable funding of Codex. These improvements will also encourage Codex Members to use these international standards. Enhancing operational procedures at Codex will ensure an increasing number of MRLs can be established.</p> <p>Gafta is supportive of the ongoing work within the electronic working group which is looking to see how to improve the existing system to meet current and future demands and to expand. A fully functioning adequately financed global Codex MRL system would significantly facilitate trade and make it easier for growers and exporters to produce compliant crops and avoid market access risks.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p><i>1.2 Future workload demand for new compounds, uses, and periodic evaluations</i></p>	
<p>Colombia</p> <p>Focalizar las pruebas de campo y evaluaciones de sus respectivos informes de ejecución solo en las regiones y países directamente implicados en el comercio consumo y producción del producto estudiado.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>Kenya</p>	<p>Position: Kenya notes that there has been insufficient data of specific compounds and lack of coordination in data collection and submission to JMPR from various National Authorities. Kenya, therefore, proposes that, there is need to increase the pool of experts and enhance their capacity. The experts should be recruited and facilitated as need arises. In addition, consider regional reviews of pesticides, harmonization with other international pesticide activities and ‘Contracting out’ of data review to scientific service companies. Rationale: These measures shall enhance the output and efficiency and hence reduce future workloads to manageable levels.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>New Zealand</p>	<ul style="list-style-type: none"> The answers to question 2 below cover this question <p><i>Category : EDITORIAL</i></p>
<p>CropLife International</p>	<p>Increase the number of JMPRs per year:</p> <p>We believe that two JMPRs per year are needed to cope with the workload to address current and future needs for Codex MRLs, as the current practice of one JMPR per year resulted in a significant backlog even before the pandemic. One of these JMPRs could be virtual and focused on new uses in order to reduce the burden of JMPR’s full panel. Ideally, JMPR can adopt an ongoing review process with the help of digital tools (Teams, PowerBI, PowerApps, password protected portals, etc).</p> <p>Increase the number of experts/reviewers for JMPR</p> <p>CropLife International believes that adding more experts to JMPR is indispensable, particularly for underrepresented regions. As current JMPR panels are already quite large it might be more effective to create two different experts panels for two JMPRs per year. CropLife International would also like to encourage more countries to enable national experts’ time to support JMPR review.</p> <p>Efficiency gains by better communication:</p> <p>Establishing virtual joint meetings between Data Sponsors and WHO/FAO experts to discuss open scientific questions should become a routine procedure. Unresolved matters regularly lead to delays in JMPR which then need another round of evaluation, thus adding to the backlog and increasing the burden on the already limited JMPR resources. See as well below our response ‘to other reasons to enhance the operational procedures in CCPR/JMPR’.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p><i>1.3 Other reasons to enhance the operational procedures of CCPR/JMPR</i></p>	
<p>Colombia</p>	<p>Teniendo en cuenta la vocación productora agrícola, capacidad técnica y administrativa de cada país miembro se incentive el delegar a equipos de trabajo con un mayor número de profesionales para el apoyo de los asuntos relacionados con CCPR / JMPR.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Kenya</p>	<p>Position: Kenya proposes that FAO/WHO Codex Alimentarius Commission develop a strategic objective to guide future changes to enhance operational procedures of CCPR/JMPR. Rationale: This will give guidance and direction in the operationalization of these procedures.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Singapore</p>	<p>Singapore agrees that there is a pressing need to address the evaluation backlog built up at JMPR over the years, especially pertaining to the periodic toxicological re-evaluation of legacy pesticides, many of which have well passed 25 years since the last JMPR review. These overly due periodic toxicological review could mean the related legacy pesticides are being used with high uncertainties with respect to their public health implications.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>

Text	Comment
<p>CropLife International</p> <p>Communication:</p> <p>CropLife International suggests FAO/WHO to organize teleconferences and virtual meetings (e.g. software and internet connectivity that enables video conferencing, real-time chat and sharing of presentations and documents) with sponsors prior to and during JMPR, to clarify open questions, to reduce the rate of ‘not proposed’ standards especially in cases where JMPR considers submitted data as incomplete for decision taking. Guidance might be available from national regulatory authorities/agencies on how they organize the exchange of information with registrants/data sponsors without compromising their independence.</p> <p>Other observations:</p> <p>CropLife International suggests considering the very detailed observations reported in a case study on rice MRLs conducted for FAO (2020).(5) The authors provide an analysis of risk assessment (Part B1) and risk management methodologies (PartB2). The points that are important in CropLife International’s view for the CCPR’s consideration are:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Part B1: Risk assessment: <p>When FAO and WHO are introducing new data requirements which are specific to JMPR reviews, but not generally required for national regulatory approval, submission of that information should be considered as optional and following OECD updated guidelines and guidances, if available. Otherwise, it is unlikely that new substance will pass the JMPR review. CropLife International strongly supports that regulatory assessments need to be in sync with scientific developments, however, there needs to be a certain scientific consensus before latest scientific developments are applied in regulatory decision making. CropLife International believes that Codex as standard setting body, and given its capacity constraints, is not the most suitable forum to discuss and to reach scientific consensus on emerging topics. CropLife Internationals suggests that those are better addressed in other fora that are resourced accordingly (such as OECD). CropLife International’s recommendation is that new concepts are validated before their implementation at JMPR, and registrants should provide the necessary data upon request.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Differences in Health Based Guidance values (HBGVs): CropLife International acknowledges the authors’ observations but notes that some conclusions, for example, observed minor differences in HBGVs set by JMPR and Codex members might be less relevant for staple food, but are of significant importance for specialty crops. For substances that have been nominated, by change of procedures, JMPR experts could be invited as observers to meetings of authorities where decisions are taken on relevant topics, for example the definition of the residue(s), HBGVs, and MRLs. This could help harmonization between JMPR and national evaluations and to identify data gaps which could be closed prior to information submission to the JMPR. - MRL differences due to different residue data sets: Sponsors always aim to submit the global data sets supporting the most critical GAP available which leads to the highest MRL. Due to new regulatory approvals these data might become available after the submission to JMPR. Due to JMPR’s high workload, the CCPR decided to not review new data year after year, but to review when a ‘bundle’ of new information is available. An exception to this rule should be allowed where new data can justify significant change in the existing Codex MRLs. <ul style="list-style-type: none"> o Part B2, risk management: <p>The authors note that only EU, Japan, Australia and now the UK have a procedure in place to review national MRLs once CXLs are adopted. While there is a mechanism in the World Trade Organization (WTO), according to which members need to notify in case they do not implement Codex MRLs, a similar mechanism in Codex where Codex members confirm acceptance of CXLs (not rejecting traded commodities with residues at CXL level) would be a major contribution to enhanced transparency of Codex standards use as stated in Goal 3 in Codex strategic plan. CropLife International suggests that this matter is included as a permanent item in CCPR’s agenda and that all members share information of the acceptance of newly adopted CXLs.</p> <p>(5) FAO (2020) Understanding international harmonization maximum residue limits with Code standards. A case study on rice. Rome https:// doi.org/10.4060/cb0463en.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	<p>Question 2: <i>Please comment on opportunities to enhance the operational procedures of CCPR/JMPR to improve the efficiency of the evaluation process and increase JMPR’s evaluation capacity. Please consider both opportunities for enhancement (e.g., improvements to existing processes) and major reform (e.g., governance and structural changes) in your comments. If possible, please organize your response using the suggested categories below.</i></p>
<p>Costa Rica</p> <p>Incrementar la cantidad de revisiones de la JMPR. A continuación se citan algunas sugerencias para mejorar los procedimientos operativos:</p>	

Text	Comment
<ul style="list-style-type: none"> • Que el expediente e información que envía el patrocinador de datos esté completo y claro para que una vez que la JMPR inicie el análisis le facilite la revisión, • Aumentar la cantidad de expertos en el proceso de análisis para agilizar la revisión. <p>En el mismo sentido, se podrían reconocer evaluaciones de otras entidades, autoridades nacionales u organizaciones reconocidas, bajo los principios del CODEX, sobre una determinada molécula.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>European Union</p> <p>The following reply covers question 2 and 3.</p> <p>Under the current expectations to provide independent and science-based recommendations to CCPR, capacity of JMPR has peaked. As outlined for Q1, the current bottleneck is the time during the meetings and not the capacity of experts in meeting preparation. Consequently, changes in data submissions will have limited impact on the efficiency. The utilization of remote sessions in advance of the annual JMPR meeting is already in place. However, this format does not provide the opportunity for in-depth discussions and is very inefficient when compared to physical meetings (see General Item 2.1 of the 2021 JMPR Report).</p> <p>JMPR consists of experts from many different regulatory agencies and already takes note of National Review documents and data to support their conclusions. A decision on using National Reviews directly for establishing CXLs would be up to the risk managers. They also would have to define the circumstances under which such an approach would be acceptable for Codex Members.</p> <p>One option could be the implementation of additional meetings of the JMPR. However, it seems very unlikely that experts already working for JMPR pro bono will be available for more than one meeting. Instead, a second group of experts and an overarching structure would be needed to keep the two expert groups connected and harmonize procedures and evaluations (otherwise, a lack of consistency is likely to occur).</p> <p>Another option might be the participation of JMPR experts in joint national reviews.</p> <p>Furthermore, as already stated above, under certain circumstances the direct use of final regulatory dossiers instead of preparing detailed evaluation documents by JMPR could be an option. However, while this scenario might reduce preparation efforts, it provides only limited benefit for the Annual Meeting. The time needed for discussions and decisions on each endpoint during the Meeting still remains the bottleneck.</p> <p>Regarding the toxicological assessment, the following further considerations/observations are added:</p> <ul style="list-style-type: none"> • A general experience from the last years is the increasing demand for assessment of metabolites. Very often, it becomes clear only during the meeting which of the metabolites are in fact relevant for FAO evaluation resulting in pressure on WHO experts to perform a very quick and perhaps too superficial assessment that must be revised later. On the other hand, the WHO monographers might waste time by thoroughly assessing metabolites that are of no concern for residues evaluation. To the extent possible, communication between FAO and WHO monographers should take place long before the meeting by exchange of available information on the metabolites and on possible needs for additional assessment. • As it goes on now, the first half of the WHO experts' meeting is used for introduction of the substances to the auditory and the discussion on certain critical points. The number of discussion points, length and depth of discussions is very different, depending very much on the selection and preparations made by the respective monographer and the reviewer. Perhaps, sometimes, discussion of "not that important points" (e.g., not relevant for ADI/ARfD, for evaluation of CMR properties or on metabolites that are included in the residue definition) might take too much time whereas others are overlooked. Indeed, efforts have been made to improve this situation by assignment of two additional reviewers for each monograph just before the meeting. If this review would be scheduled earlier, the outcome could be used by the WHO secretariat to determine the issues that need to be discussed in the first week. The discussions would be expected to be more focused then. On the other hand, this approach could contradict that one taken in the second half of the meeting when the "Report items" must be agreed word by word, in a very time-consuming process. For this exercise, the complete toxicological profile of a substance under evaluation must be taken into consideration anyway. It might be worth thinking about changing the sequence, i.e., to start with general introduction of the substance, using the list of endpoints, the draft report item and considering the reviewers' comments. During these presentations, it would become clear which are really the critical points for each substance to be discussed in depth afterwards. The last step would be then to agree on final changes in the Report item. <p>Therefore, as a first step the EU suggests exploring and mapping all the possible non costly ways to enhance the operational procedures like improving templates and forms to enable expedited reviews and evaluation reports. The feedback could be also collected from the JMPR experts and industry to see which parts can be improved. The EU also highlights the importance from the industry side to be more proactive and send complete data packages in order to ensure that assessments are carried out without delay. For periodic reviews, the industry already knows the schedule many years in advance and can commit themselves to prepare the data packages well in advance.</p>	

Text	Comment
	<p>In parallel, a thorough analysis/impact assessment of the feasibility for more structural changes of the existing system should be carried out as it is unlikely that the steps proposed above will be sufficient on their own. The following are possible options to be evaluated:</p> <ul style="list-style-type: none"> • JMPR could consider using evaluations carried out by other risk assessment bodies as a first step in the evaluation process. This would free time of JMPR experts, and the number of evaluations could be increased. • A pilot project could be set up on running a permanent risk assessment body for a certain period, i.e., 3 years. For this, an assessment of costs/benefits is needed, which would for instance compare the current costs of temporary JMPR meetings with the possible future ones on a permanent risk assessment body, considering also the expected savings in the long term due to faster procedures and the benefits for consumer health protection resulting in an expected decrease of health-related costs. The EU acknowledges that such an impact assessment and the funding for a possible pilot project should be discussed at the CAC level. <p>However, increasing the scientific production of JMPR alone would not be sufficient to extensively address the challenges faced, and CCPR would also need to undertake structural changes. In its zero draft, the Executive Subcommittee on the future of Codex notes in paragraph 3.2.2 that some committees, overloaded with work, could schedule extraordinary sessions focussing on specific agenda items in order to alleviate the timetable of the main ordinary meetings. In that perspective, the EU notes that CCPR would certainly benefit from such a “need-based approach”.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
	<p>India</p> <p>Comments: 2.1 Opportunities for Enhancement For improvements to existing processes kindly refer to the comments given for Question 1.</p> <p>For major reform (e.g., governance and structural changes) it is suggested that for any new appointee, a confidentiality clause should be mandatory and for governance Further, a small exercise by the secretariat needs to be done –</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Engage/appoint/involve more of individuals/ suitable/subject experts (Qualification to be mentioned beforehand so that applications are submitted/received accordingly) b) Either float an advertisement on the website for interested volunteers or ask the already existing members to engage/nominate/recommend some part-time candidates who can assist them. c) Some remuneration (amount to be decided) may be given for a specific quantum of work done by the individual d) Need-based secretarial staff can also be increased <p>2.1.1 Data Sponsor Dossier and Electronic Data Submission is essential for keeping digitalisation in view and unnecessary paperwork. Therefore this should be made compulsory for the data submitters/stakeholders/industry etc.</p> <p>Rationale: With changing global scenario, the challenge has to be accepted. This is definitely a big challenge and a herculean task for the Secretariat, but once executed the functioning would be streamlined for the future.</p> <p>For 2.1.2, 2.1.3 and 2.1.4, it is suggested that the Secretariat along with permanent members would be able to assess and execute the procedures and working</p> <p>2.1.5 Other Areas of Enhancement could be that Industry/academia/stakeholders should follow a standard pattern to undertake studies/tests before submitting the national data for evaluation</p> <p>Rationale: Repetition/Duplication of results can be avoided if Standards are maintained</p> <p>2.2 Opportunities for Major Reform do exist but constrain is the requirement of manpower and infrastructure for which strategic planning is to be done</p> <p>2.2.1 Use of National Reviews and Data and 2.2.2 Alternative Peer Review Models could be used to save time while reviewing new compounds or otherwise.</p> <p>Rationale: Enhanced manpower and infrastructure would facilitate the functioning.</p> <p>2.2.3 Other Areas of Reform include –</p> <ol style="list-style-type: none"> a) stick to time frame b) workshops may be organised for all stakeholders preferably by Universities/Industry etc. working in respective fields c) Engage retired persons who have knowhow of their subject and are experts in their field <p>Rationale: Reforms mentioned would definitely enable to improve the existing system to meet the current and future demand of JMPR evaluations. <i>Category : TECHNICAL</i></p>

Text	Comment
<p>GAFTA</p> <p>Gafta members do not participate in Codex/JMPR procedures but are supportive of the suggestions outlined by Croplife International to improve the operational procedures of CCPR and JMPR. We support solutions which will improve data submissions, streamline templates for submissions, increased sustainable funding, resourcing JMPR as experts are voluntary but more experts are needed to expand the capacity of JMPR panels.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<i>2.1 Opportunities for Enhancement</i>	
<p>Colombia</p> <p>Dada la naturaleza de trabajo voluntario de evaluaciones y generación de aportes sobre los temas tratados en los comités, se puede pensar en la expedición de certificados de participación para los profesionales (externos y los vinculados a entidades oficiales) que contribuyan con su tiempo libre a los propósitos tratados en CCPR/JMPR sirviendo como un estímulo que haga más atractiva la propia participación y aporte de tiempo a un mayor número de profesionales; lo que consecuentemente puede aumentar la capacidad de trabajo de cada comité nacional.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Egypt</p> <p>JMPR Organizational Structure, Staffing and Resources</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<i>2.1.1 Data Sponsor Dossier and Electronic Data Submission</i>	
<p>Australia</p> <p>It is considered that if data submissions could be made available to JMPR reviewers in a timely and consistent format which reduces the need for data entry, clearly identifies all food and feed metabolites and addresses all data requirements, then this should increase JMPR's efficiency. Ensuring that data submissions clearly address identified issues, and the avoidance of submissions which do not provide for the updating of relevant end points would assist in focusing work, and avoid committing evaluator time without a concrete outcome from the JMPR process. The submission of incomplete data packages for new compounds and periodic re-evaluations can result in a significant waste of time and resources. Contemporary templates or electronic formats which ensure the onus on the sponsor to provide "user friendly" dossiers could provide substantial productivity improvements. Additional training through workshops on JMPR requirements for data packages could also be helpful.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> o Data submitters should ensure to submit the same data as that submitted to all national authorities. o Data submitters are strongly encouraged to use a similar format to that which is in the JMPR Evaluations to generate the dossiers, especially the residue tables, as experts spend a considerable amount of time reformatting the dossier to meet the JMPR formatting requirements. o When crop field trial data do not reflect the critical GAP, FAO experts spend a considerable amount of time trying to be flexible, attempting to "fit" the data to the critical GAP. o To reduce the number of new uses for the same compound being reviewed at different Meetings, sponsors should consider maximizing the number of uses requested within one petition. o In recent years, metabolites were not consistently named in the WHO and FAO dossiers, making it very difficult to cross-link the metabolites, and ensure the appropriate and correct ones are considered in the residue definition. o Additional scientific and robust data on the toxicology of major plant and animal metabolites would assist in refining the residue definitions for risk assessment and limit the frequency of conducting metabolite-specific risk assessments based on Cramer Classes, which are very time consuming. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>Kenya</p>	<p>Position: Kenya proposes that there is need to develop a quality criterion to be used by the Data Sponsor Dossier and Electronic Data Submission to enhance credibility and verifiability of the JMPR global monographs. In addition, the sponsors should provide sufficient and current data within a specified time frame for efficient evaluation of pesticides to completion.</p> <p>Rationale: Electronic data submission shall save time while quality criteria will enhance the credibility of the monograms.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>
<p>New Zealand</p>	<ul style="list-style-type: none"> The sponsor ensures it submits all the data in the correct format <p>Category : <i>TECHNICAL</i></p>
<p>Thailand</p>	<p>We are of the view that there is an opportunity to use electronic database as a tool for evaluation or screening process. For example, data sponsor dossier and electronic data submission, the national registration database to consider the re-evaluation of pesticides, particularly those unsupported compounds without public health concern, can be digitalized.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>
<p>USA</p>	<p>JMPR has developed extensive guidance documents on the preparation of dossiers and supporting data for evaluation by the FAO and WHO panels of JMPR. While the guidance documents outline requirements related to data formatting and organization of pesticide residue and toxicological information, there may be further opportunity to standardize the submission of data files that are submitted to JMPR for evaluation. For example, are there data submission software tools and data reporting standards that can be used to harmonize data across different sponsors? Harmonization of data submission across sponsors could potentially improve the efficiency of the evaluation process because JMPR reviewers could evaluate supporting data in a single format when performing analysis and summarizing relevant information. A potential area of interest that could be explored further is whether a standardized submission format could be developed for field residue trial data. Other areas of interest could be identified by JMPR and discussed with sponsors to determine the feasibility of developing tools to further standardize the reporting and submission of data.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>
<p>CropLife International</p>	<p>Data sponsors have made progress to provide quality dossiers. CropLife International wants to point out that data sponsors seek yearly feedback on how they can further improve the dossiers to facilitate the work for the experts at JMPR. Periodic workshops to develop and implement improved digital templates and tools will be welcomed going forward. Furthermore, IT tools need to be modernized to accept full dossiers as electronic submissions and study data in structured form. For example: FAO requested in its manual for the submission of residue data from 2016 the submission of residue data on spreadsheets. Several templates have been developed and presented by Sponsors, but to date there is no agreed solution. As a major step forward FAO/WHO should establish relational databases with interfaces for upload of (structured) information provided by sponsors; utilizing electronic submissions by adopting OECD recommended formatting and naming conventions for study reports would also add efficiencies to the process.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>
<p><i>2.1.2 CCPR Processes and Procedures</i></p>	
<p>Australia</p>	<p>Extra resources could be put towards updating the pesticide MRL database in a timely manner following adoption by Codex. Countries rely on this database as the source of truth for CXLs, so maintaining its currency should facilitate trade</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>

Text	Comment
<p>Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> o Canada is of the opinion that the CCPR processes and procedures are relatively efficient, especially considering the scheduling of pre-meetings for various eWGs, ahead of the plenary, where several concerns raised by member countries are resolved, allowing a more focused discussion during the plenary. o In recent years, the MRL discussions have taken up significantly less time during plenary. However, the delays in reaching a consensus on some compounds appear to be due to the interventions from non-members (observer status) raising concerns that are not always scientifically-based and validated. While the CCPR Chair and secretariat have been very respectful and diplomatic in addressing these interventions, CCPR is encouraged to explore opportunities to limit such interventions from observers, used predominantly to show case their organization. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Colombia</p> <p>Actualmente los LMR fijados por la unión europea pueden considerarse como un referente mundial para el comercio de productos agrícolas. Por parte de Codex podría llegar a considerarse el buscar y acoger valores LMR para moléculas aun no estudiadas, siempre que los mismos provengan de resultados determinados con base en pruebas técnico científicas aportados por unión europea y puedan ser considerados como técnicamente viables y no restrictivos para el libre comercio por el comité del codex; esto de manera provisional hasta que las respectivas pruebas técnicas para los productos y moléculas probados para determinación de LMR – Codex sean avaladas y acogidas pasando todos los tramites de rigor.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Kenya</p> <p>Position: Kenya proposes that the JMPR clearly describe the principles followed in its scientific risk assessments and ensure that issues that relate to risk assessment policy are referred to the CCPR. The CCPR reports shall explicitly state such policies in sufficient detail to ensure that the national governments and JMPR can apply them in their evaluations.</p> <p>Rationale: This shall promote effective communication on risk assessment processes and procedures between CCPR and JMPR.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Thailand</p> <p>An approach to enhance CCPR process is to extend the duration of periodic review specified in the Codex Procedural Manual, especially for the non-toxic pesticide of which the national registration exists. If GAPS for pesticide uses remain unchanged, CXLs are able to be retained.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>USA</p> <p>CCPR is responsible for establishing the schedule and priority list for JMPR and has more limited ability to improve the efficiency of the evaluation process and increase JMPR's evaluation capacity. In the past, CCPR has also helped support extraordinary meetings of JMPR and 2019 and 2021. Extraordinary meetings can help increase the review capacity of JMPR in short-term instances; however, increasing the frequency of meetings also places additional burden on JMPR evaluators and will not increase JMPR's overall capacity if there is not an increase in the number of trained JMPR experts who are available to participate.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>Workload for periodic reviews:</p> <p>CropLife International sees opportunities for improvement particularly for the resource intensive and data rich dossiers for periodic reviews of Codex MRLs. As a matter of fact, the number of substances that are scheduled for periodic reviews is building up. Since the resources of JMPR are limited, the list of periodic review substances are leading to a growing list of 'reserve compounds' for new substances. That is an unsatisfactory development from a sponsor's point of view. Sponsors need to prioritize the preparation of dossiers which were postponed. For the next JMPR, the dossier for a rescheduled periodic review needs to be updated with new information that has become available, to avoid inconsistencies between data submitted to JMPR and national authorities. Where new data become available, a clear procedure for submission is needed from CCPR to add these data, due to the fact that they no longer show-up on the schedule. <i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
2.1.3 JMPR Evaluation Process and Procedures	
<p>Australia</p> <p>Typically when a complete data package is submitted and no issues are identified, the JMPR manages to complete assessments of compounds within a 12 month timeframe. Data packages are usually submitted in the 4th quarter of the year prior to the JMPR Meeting. These data packages are assessed and recommendations made and published in the month following, usually in October. That is significantly faster than many national authorities.</p> <p>Ensuring that the JMPR evaluator has a complete dataset, by a set cut off date, may help facilitate a more efficient JMPR evaluation. An effective mechanism for JMPR conducting preliminary checks of submission quality may be beneficial.</p> <p>The current approach is for the JMPR toxicology and residue evaluations to be conducted at the same time, but the completion of a draft toxicology monographs the year before the residue's evaluation is undertaken may allow for more efficiencies for the residues evaluation particularly with regard to the residue definition determination and dietary exposure assessments. This however may require clear identification of potential food and feed metabolites to the JMPR toxicology evaluator by the sponsor and a potential need for the toxicology monograph to be revisited when the residues monograph has been drafted.</p> <p>The effective use of virtual meetings and more extensive peer review should be continued with the aim of resolving possible issues in advance of the face-to-face meeting.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> o For new compounds, periodic reviews, and new uses where new toxicology data is submitted to WHO, consideration should be given to having WHO complete their evaluation one year prior to FAO conducting their evaluation. Having the Health Based Guidance Values (HBGVs) and toxicology assessment of the metabolites well ahead of the FAO evaluation could reduce the amount of time spent during the Meeting conducting the risk assessment. Currently, FAO receives the WHO assessment on the metabolites days before the end of the Meeting, creating significant but unnecessary stress and anxiety. o Virtual meetings: <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Although virtual meetings cannot replace in-person meetings, they could be a mechanism for potentially increasing the number of approvals for smaller and less complex evaluations (e.g. new uses). Virtual meetings cost less to host than in-person meetings and generally require less planning (i.e. no need to book hotels and flights). However, the challenge with virtual meetings is the differing time zones. <input type="checkbox"/> In recent years, FAO has held a few virtual pre-meetings leading up to the September meeting, with members grouped according to time zones, to go through as many identified issues before the Meeting. However, as these pre-meetings do not involve all FAO experts, consensus can only be reached during the Meeting, where occasionally differing scientific opinions are raised and experts are required to revisit/re-assess decisions previously reached in the pre-meetings o JMPR Sharepoint: <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> FAO created a sharepoint to share information, provide updates, exchange reviews, which has been extremely useful. <input type="checkbox"/> All FAO experts have the opportunity to peer-review the reviews on the sharepoint, ahead of the Meeting, which would facilitate and expedite discussions during the Meeting. However, most FAO experts are so busy with their day-to-day jobs, reviewing/completing their own compounds (on their own time), there is very little time for the entire panel to peer-review the reviews available on the sharepoint ahead of the September meeting. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Kenya</p> <p>Position: Kenya proposes that quality assurance criteria is set for the data submitted to JMPR for review and evaluation and FAO and WHO explore the practical considerations associated with undertaking some of the work of the JMPR on an inter-sessional basis.</p> <p>Rationale: This will enhance the credibility of the data and the monographs while the inter-sessional meetings are likely to reduce the workload.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> Does JMPR undertake a pre-assessment of the Data Sponsor Dossier before assessment is undertaken. If not, then this could be an opportunity to filter out incomplete dossiers before they enter the assessment process. They then go to the back of the queue. Depending on the process, there could be backup submissions to replace those submissions rejected at the pre-assessment. Where additional uses are made for existing compounds, when the compound is due for a periodic evaluations, what is JMPR position on assessment of such data eg less than 5 years from when the periodic evaluation commences. JMPR monographs need to be transparent and sufficient for a third party to determine how JMPR reached its conclusions and recommendations. The key challenge is how much is too much and how little is too little. <p>Therefore, is the balance between these two correct for current monographs? Should it be considered they are 'over engineered' then they could be reduced saving time for assessors and allowing them to assess more submissions.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> Is it possible to extend out the period for period evaluations such as 20 years. This will reduce the number of periodic evaluations over time <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>	
<p>Thailand</p> <p>We support synergies between JMPR and other EWGs under CCPR to eliminate the backlog of evaluations and meet the future demand of establishing codex maximum residue limits for pesticides.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>CropLife International believes that the main bottle neck are the capacity and limited number of experts rather than the processes and procedures within JMPR. However, CropLife International asks the CCPR to consider the following concrete proposals:</p> <ul style="list-style-type: none"> JMPR should continue to work face-to-face complemented by virtual meetings. CropLife International suggests to provide the opportunity for pre-submission meetings between the data sponsors and the expert evaluators. There should be an opportunity for the data sponsor to respond to concerns during the JMPR. This could reduce the number of MRLs that cannot be set because of "missing" data, or misalignment between tox and environment evaluations. <p>Regarding scientific procedures, where data requirements change, following discussions in JMPR or other expert consultations, FAO/WHO are asked to better explain the rationale for this change and invite public comments before implementation. Changes in requirements should be published on-line as amendments to existing guidance, and not requested on an ad hoc basis during evaluations. FAO and WHO should increase their efforts to ensure that all decisions are taken consistently in line with published guidance.</p> <p>Revision of evaluations after the JMPR leads almost unavoidably to a one year delay in progressing a standard. FAO and WHO are asked to implement procedural changes so that, where necessary, JMPR opinions can be revised prior to the next CCPR meeting. In case of concerns, a peer review by different experts as a second opinion is suggested.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>2.1.4 JMPR Organizational Structure, Staffing and Resources</p>	
<p>Australia</p> <p>It is considered that recruiting and training new expertise and retaining existing JMPR expertise is of critical importance. JMPR training sessions for potential new toxicology and residues evaluators may help recruit new experts but additional initiatives to attract and retain experts may be needed. Retaining existing expertise to help train new additions and to complete the more complex evaluations in the short-term is of great importance but care should be taken to not over-burden experienced experts. JMPR experts can spend considerable amounts of their own time preparing JMPR monographs and it has been suggested that a cap on the number of hours JMPR experts can individually spend on monograph preparations prior to the meeting may help attract and retain experts.</p>	

Text	Comment
	<p>Another option for increasing the JMPR expert capacity that should be explored is for the FAO and WHO to employ full-time JMPR evaluators, or second staff on a semi-permanent basis, to draft a certain number of monographs per year. This would assist with providing monographs to the meeting, however it should be noted that there still may be challenges within the current format for enough 'face-to-face' time for discussion of issues. A clear process for peer review for these reports would be required, which may still rely on the resources of the JMPR experts.</p> <p>JMPR meetings are typically held in Rome or Geneva, but more flexibility in terms of meeting locations may be attractive to JMPR experts, particularly for those based outside of Europe.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Canada</p> <p>See question 1.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Kenya</p> <p>Position: Kenya notes that developing countries have financial limitations and therefore recommends that FAO and WHO explore the possibility of securing additional funds from donors e.g., Crop Life International to allow the better resourcing of the JMPR.</p> <p>Rationale: Additional funding shall improve efficiency and increase output.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> • Funding is one of the key constraints. If JMPR could employ more staff and pay assessors this would assist. <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>	
<p>Singapore</p> <p>Since the shortage of JMPR experts to carry out the evaluation of toxicological and residues dossiers submitted by the agrochemical industry and member countries has been identified as a key contributing factor behind the built-up of the backlog, Singapore would like to suggest that CCPR and JMPR shall jointly explore the possibilities and approaches for enrolling more JMPR expert from Member Countries. Equally important is to recruit and train up promising young officers with good scientific qualification and technical experience in the critical domain areas through capacity building and mentorship programme.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Thailand</p> <p>More experts are needed to expand the capacity of the JMPR panels.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>USA</p> <p>The United States would like to call attention to the previous 2002 review of the working procedures of JMPR: https://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/Pests_Pesticides/JMPR/crit_review.pdf. This report found that "both the FAO and WHO are severely limited in the financial resources that they can make available for the work of the JMPR due to competing demands on their respective budgets." In addition, the 2002 report found that participation of JMPR experts is done on a voluntary basis and requires the support of national regulatory authorities. National authorities may be resistant to allowing their experts to work on JMPR. Given these constraints in resources and staffing, it may be more promising to consider other opportunities that increase the efficiency of the existing evaluation process or re-evaluate the JMPR evaluation model.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>CropLife International</p> <p>CropLife International believes that the FAO/WHO joint secretariats need additional staff, but CropLife International is not in a position to quantify that demand. For matters requiring a high degree of specialization, FAO and WHO are asked to add experts to their panels representing multiple geographical regions, including from underrepresented ones.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<i>2.1.5 Other Areas of Enhancement</i>	
<p>Australia</p> <p>Not at this time.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Canada</p> <p>Canada has not other recommendations for areas of enhancement.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<i>2.2 Opportunities for Major Reform</i>	
<p>Egypt</p> <p>Capacity building activities to strengthen capabilities of Codex members to satisfy requirements for JMPR evaluations</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<i>2.2.1 Use of National Reviews and Data</i>	
<p>Australia</p> <p>It is unclear what is being proposed by use of national reviews and data. The data packages provided to the JMPR often represent data from several countries. Following review of the data and the regulatory approvals in place at the time of the JMPR assessment, the critical GAP is decided upon the supporting data used to make a maximum residue limit recommendation.</p> <p>If the proposal is for JMPR to use national reviews of data and the related risk assessment, it is considered that there are pros and cons associated with the potential use of national reviews. There may be efficiencies in terms of monograph preparation if a national review could be used by the JMPR evaluator, for example to produce tables of residue trial results. The Australian Pesticides and Veterinary medicines Authority has an established process for considering international assessments to inform its regulatory decision, but it does not simply adopt the conclusions of that international assessment. If national reviews were to be used by the JMPR, a process will need to be determined to maintain the independence (both perceived and actual) of the JMPR and ensure that the decisions made by the JMPR are consistent with the JMPRs risk assessment framework.</p> <p>The concept of JMPR joint reviews with a national regulator has been discussed recently, but to date lacks any real drive.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> o National Reviews often differ from one authority to another due to different science policies and legislative requirements and in many cases because manufacturers often submit different data to each authority. All national reviews have their merits, therefore, it is questionable how JMPR will determine which national review it will rely on. Furthermore, the format and templates used to review toxicology and residue chemistry data are different among the various authorities. If all authorities and JMPR can agree to one standard template/format, perhaps the individual national reviews (excluding decisions) or summaries of each scientific study can be relied upon by JMPR, precluding JMPR experts from recreating tables and entering data. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>Kenya</p> <p>Position: Kenya recommends the use of National and/or Regional Scientific Data for Risk Assessment by JMPR.</p> <p>Rationale: The use of these national or regional summaries of data by the JMPR would result in substantial time savings, while allowing the JMPR to concentrate on international risk assessment.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> • In principle this is something that should be explored. It assumes there are national reviews completed when JMPR assesses the compound. Another consideration does there need to be criteria on what is considered an acceptable national review. <p>Category : <i>TECHNICAL</i></p>	
<p>Thailand</p> <p>We are of the view that there is an opportunity to use the national reviews for JMPR's evaluation. However, the capacity building is also needed to strengthen capabilities of Codex members to fulfil the requirements for JMPR evaluations. Furthermore, the details of each stage of the national review procedure should be thoroughly provided.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>USA</p> <p>Given that it may be difficult to change the availability of JMPR resources and staffing, one potential area of opportunity is the use of national-level reviews by JMPR. The relates to current work by CCPR to enable the participation of JMPR in the global joint review of new compounds. The use of national reviews of data was considered in the 2002 review of the working procedures of JMPR and may be helpful to re-evaluate based on advancements by the Organization for Economic Cooperation and Development and regional approaches that may be able to be further leveraged by JMPR.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>CropLife International supports that experts consider national reviews in their evaluations. The submission of national reviews to initiate JMPR reviews has been requested by FAO for a long time. These national reviews could be submitted by national authorities in response to the Circular Letters, where all stakeholders are invited to submit relevant information. Therefore, especially the owners/publishers of those reviews should be encouraged to submit this information. Codex could also develop a system of all new national MRL reviews. For periodic reviews of existing MRLs, Codex could refer to private global databases (e.g. Homologa) that can be leveraged as they have tracked global MRL and labels for more than two decades.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>2.2.2 Alternative Peer Review Models</p>	
<p>Australia</p> <p>The virtual meetings held during the pandemic shutdowns highlighted the importance of face-to-face meetings to enable full engagement in discussions of complex issues over a number of days. Particularly given the variety of time zones involved. As a result, for anything other than relatively simple decisions, face-to-face meetings are essential.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> o Alternative peer review models would certainly alleviate the JMPR workload, however, any organization/authority designated as peer-review would need a sound knowledge of residue chemistry data, the Codex Risk Analysis Principles, the JMPR science policies (FAO Manual) and historical JMPR decisions to ensure consistency and accountability. <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>Kenya</p> <p>Position: Kenya supports the use of Alternative Peer Review Models for the future operation of the JMPR using a criterion set by CCPR.</p> <p>Rationale: Once the criterion is set by CCPR, it shall promote transparency.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> • Is the current Peer Review model fit for purpose? Similar to the comment above, is it too extensive or light, or just right. It is not clear what criteria are used for peer review process or the number of persons involved in the peer review process. These could be reviewed as to whether they are still fit for purpose. <p>Category : <i>TECHNICAL</i></p>	
<p>Thailand</p> <p>We consider that the alternative peer review model may be beneficial for new compound evaluations. The outcome arising from alternative peer review between JMPR and member countries should be further discussed to obtain more information on this issue.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>In order to facilitate the use of national reviews, we encourage the involvement of JMPR experts as observers. Procedurally, JMPR gets involved after a pesticide has been authorized in at least one Codex member state, as a condition for scheduling. For substances that have been nominated, by change of procedures, JMPR experts could be invited as observers to meetings of authorities when decisions are taken on relevant topics, for example the definition of the residue(s), Definition of Residues and HBGVs, MRLs. This could help to minimize differences between JMPR and national evaluations and to identify data gaps which could be closed prior to information submission to the JMPR. The independency of JMPR Reviewers' conclusions is ensured by the specific JMPR criteria they apply to a dataset summarized by a national review agency.</p> <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>2.2.3 Other Areas of Reform</p>	
<p>Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> o Canada has no other recommendations at this time. <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> • Should the scope of commodities that can have a MRL established be revisited (for example animal feed commodities). If this is reduced then this would reduce the number of submissions and hence the workload for JMPR assessors. • Where a Codex MRL has been established for a new compound, could a default MRL (such as 0.01mg/kg) be also established if there is no dietary exposure concerns. This would assistance by both reducing trade irritants and potentially reducing the number of MRL submissions. <p>Category : <i>SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>In a fast evolving world, CropLife International wonders whether annual decision making in Codex still meets current demands of Codex members. CropLife International suggests establishing a permanently existing JMPR working on scheduled submissions as a more appropriate solution to provide scientific advice. In addition, as already mentioned above, providing early advice to the CCPR on the schedule of existing chemistry for periodic re-evaluation could be an important contribution to reduce workload in JMPR and CCPR. In order to move to a continuously working Codex system, a second virtual CCPR meeting could be established in addition to the annual meeting of CCPR. This additional virtual CCPR could exclusively decide CXLs while the face-to-face CCPR meeting manages CXLs and all other CCPR matters (e.g. eWGs). In order to leverage the efficiencies gained at CCPR, the CAC should adopt the proposed CXLs through a written procedure in addition to adopting CXLs at the face-to-face CAC meeting.</p>	

Text	Comment
<p>In addition, the Codex secretariat is asked to update the online CODEX MRL database shortly after the CAC meeting, ideally within 90 days, to reflect the most recent decisions and allow for practical search for CXLs by food value chain partners and competent authorities.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Question 3: For the opportunities you have identified, please comment on the anticipated challenges and propose possible solutions that may be implemented by CCPR and JMPR. This may include challenges related to resources, process and procedures, and governance.</p>	
<p>Australia</p>	<p>For the identified opportunities related to resources, obtaining more funding may be required.</p> <p>It is expected that the challenge of resourcing will be ongoing. In addition, there is the real possibility that we could see a situation develop in which it will be difficult to gain new volunteers with the requisite expertise nominating to participate in the JMPR.</p> <p>It is considered that the use of national monographs may pose certain challenges with the perception of independence of the evaluation process, as well as requiring permission to be obtained not only from the sponsor but from the national authority for the use of the document.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Canada</p>	<ul style="list-style-type: none"> • ANTICIPATED CHALLENGES: <ul style="list-style-type: none"> o As noted above, recruiting more JMPR experts is very difficult and resource-intensive. Regulatory authorities are not always able to send more than 1-2 experts to JMPR or allocate time during their work hours to conduct JMPR review due to priorities of the national authority. In addition, experts are volunteers and are not compensated for the amount of time spent working on the evaluations. In addition, although the in-person meetings give experts the opportunity to travel, there is very little recreational time for them to enjoy the cities. FAO experts only get one day off (over an almost 3 week meeting) and work late hours. There is a lack of incentive to become an expert. o Even if the JMPR hired a dedicated group of experts to conduct evaluations, as mentioned above, all these evaluations would need to be peer-reviewed by the individual Panels during the Meeting, which would take a considerable amount of time. o Experts already find it challenging to meet once a year. Many would not agree to a second yearly meeting. • POSSIBLE SOLUTIONS: <ul style="list-style-type: none"> o Mentioned above: improved sponsor dossiers, WHO evaluation the year prior to FAO, better use of virtual meetings and standardized review templates. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Colombia</p>	<p>Como se mencionó anteriormente, una idea para impulsar una mayor capacidad operativa puede ser el destinar estímulos como: certificados, cartas de reconocimiento, acceso e invitaciones a cursos de capacitación a los profesionales que generen aportes en las revisiones y grupos de trabajo</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Costa Rica</p>	<p>En relación a la claridad y calidad de los expedientes enviados por el patrocinador se podría proponer establecer un paso preliminar donde se involucre una etapa de admisibilidad de la documentación para que previo al traslado a los expertos se determine si el expediente está completo y cumple con la información necesaria para que la JMPR pueda realizar la evaluación correspondiente; en esta etapa, las autoridades nacionales podrían colaborar en esta labor para que no se recargue el trabajo en la JMPR. Así mismo, se podría establecer la elaboración de guías claras, para los que generan la información, de esta forma se podría contar con información de calidad.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Egypt</p>	<p>- JMPR Organizational Structure, Staffing and Resources</p> <p>Challenge:</p>

Text	Comment
	<p>The lack of necessary resources & experts to carry out the committee tasks.</p> <p>Proposed solutions:</p> <p>Providing different resources methods and sufficient financial/funding support for the regular convening of the committee through proposing annual fees to be paid by Industry/trading companies</p> <p>Also, Expanding the database of experts participating in the various fields of work of JMPR (to be divided into smaller groups & chaired by an expert from the current JMPR experts for each group to be responsible for the evaluation of certain compounds).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacity building activities to strengthen capabilities of Codex members to satisfy requirements for JMPR evaluations <p>Challenge:</p> <p>The lack of the capabilities of some Codex members.</p> <p>Proposed solutions:</p> <p>Provide capacity building activities to promote the improvement of human resources for those Codex members with difficulties in carrying out the necessary technical studies. These would include technical support to meet the requirements of studies and to meet formal procedures for the data submission. Ideally, these activities could be directed towards experts from different sectors within government and/or research institutes.</p> <p>Some activities proposed to carry out capacity building on:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Field trials (residues) - Toxicological studies - Data submission within periodic review procedures <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
	<p>India</p> <p>Comments: Kindly refer to the comments at Q1, Q2 (2.1) comments for major reforms and Q2 (2.2)</p> <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>
	<p>Kenya</p> <p>1. Securing additional funding for JMPR work.</p> <p>Challenge: There is the risk of conflict of interest and limited confidence that an accelerated procedure would influence the desired outcome.</p> <p>Possible Solutions: Have an acceptable set criterion, diversify donor support/funding.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
	<p>New Zealand</p> <ul style="list-style-type: none"> • The key challenges are funding and availability of persons with the appropriate expertise to be JMPR. In theory having a pool of full time assessors would allow timely assessment of submissions. <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>
	<p>Thailand</p> <p>As the increasing needs in resources have long been described, Thailand would like to support the sustainable use of the resources to respond to the anticipated demand for evaluations on new active ingredients, new uses, and re-evaluations. For example, training and capacity building should be conducted to increase number of competent personnel, which will benefit the JMPR's work, as well as the major reform through the use of national reviews or alternative peer reviews model should be done.</p> <p>In addition, when the priority list of pesticides for evaluation by JMPR is annually established, several unsupported compounds are listed. In managing those unsupported compounds for periodic review, the national registration database can be utilized. In case those pesticides are registered for use in a member country, JMPR should review updated information of GAPs. If GAPs for pesticide uses remain unchanged, CXLs are able to be retained. The member countries, where registration exist, are thus requested to provide GAPs information for the JMPR review. <i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>

Text	Comment
<p>USA</p> <p>Opportunities for Enhancement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Data Sponsor Dossier and Electronic Data Submission: Development of software and tools to enable more standardized data reporting may require extensive collaboration with stakeholders. Depending on the type of data being considered, there may be reasons that data reporting cannot be fully standardized, which would limit the ability to create software and other data tools. • CCPR Processes and Procedures: As indicated, CCPR is likely to have more limited ability to increase the evaluation of capacity of JMPR. Extraordinary meetings may help address temporary workload issues, but are unlikely to be a sustainable solution for increasing JMPR's capacity. • JMPR Organizational Structure, Staffing and Resources: As indicated, there may be limited ability to increase JMPR resources, staffing, and the availability of experts. It may be more promising to consider other opportunities that increase the efficiency of the existing evaluation process or re-evaluate the JMPR evaluation model more broadly. <p>Opportunities for Major Reform</p> <ul style="list-style-type: none"> • Use of National Reviews and Data: Use of national reviews and data by JMPR must be balanced with the need to maintain JMPR as an independent, international scientific advisory panel. This is a core element of JMPR so clear working procedures would have to be developed to maintain its ability to independently evaluate pesticides when making MRL recommendations. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>The foreseeable challenges and potential solutions have been outlined in CropLife International's responses to the questions above.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Question 4: Codex members and observers are requested to provide feedback on the focus of additional stakeholder workshops that aim to expand upon the virtual stakeholder workshop sponsored by CropLife International on March 31, 2022 and summarized in CX/PR 22/53/20². Please provide recommendations on key topics and themes for this follow-up workshop.</p>	
<p>Australia</p> <p>If an additional stakeholder workshop on this topic is organised, Australian representatives would like to be involved.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Canada</p> <p>As noted at the March 31, 2022 workshop, the challenges noted herein are likely similar to those experienced by other Codex Committees, not only CCPR. Perhaps there is merit in engaging other Codex Committees to share experiences, exchange ideas and collectively brainstorm on how to make the process more efficient across Codex.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Egypt</p> <p>Egypt suggests the following topic; Pesticide residue risk assessment and Maximum Residue Levels (MRLs) setting</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>European Union</p> <p>The EU is of the view that to enhance the capacity of JMPR, some major procedural and structural changes will be necessary and should be seriously considered. While little improvements can be made immediately this will not address the structural problems arising from the fact that the JMPR is not a permanent structure supported by permanent staff. If a future workshop is organised, it should primarily focus on how to achieve major structural changes for the future', e.g. by developing a roadmap for such a change.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
<p>Kenya</p>	<p>Position: Kenya agrees with the recommendations made in enhancing operational procedures of JMPR and CCPR to eliminate the backlog of evaluations and meet the future demand of establishing codex maximum residue limits for pesticides, CX/PR 22/53/20.</p> <p>Rationale: Considering the backlog it's important to enhance the technical and operational procedures of JMPR and CCPR with evidence that the current system is unable to keep up with the demand for evaluations on new active ingredients, new uses, and periodic re-evaluations.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>USA</p>	<p>The United States believes that future deliberation could benefit by discussing the previous 2002 review of the working procedures of JMPR. In particular, it would be helpful to identify key findings and recommendations that are relevant to current discussion on JMPR's review capacity. It would also be helpful for the follow-up workshop to include participation from a range of stakeholders in the evaluation process, including Codex Members, Observer Organizations, JMPR experts, and FAO/WHO. This will enable engagement of stakeholders and also ensure the viewpoints of JMPR experts that have the greatest understanding of the current process are represented.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>CropLife International</p>	<p>CropLife International proposes to divide topics for a future workshop into three areas:</p> <p>Communication: For example:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ways of working • Exchange with data sponsors • IT Infrastructure <p>Provision of Scientific Advice: For example:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Overcome capacity constraints • More meetings, permanent 'JMPR'. • Practicability of inviting JMPR experts to expert meetings of governments. <p>CCPR(CAC):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Procedural changes in CCPR • bi-annual meetings (one f2f, one virtual, written procedures) • procedural changes in CAC <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>GAFTA</p>	<p>Gafta fully supports the focus on how to improve operations procedures so Codex is more effective. However, from a trade perspective, we would like to discuss how to encourage more countries to use international standards which would encourage alignment and facilitate trade. The importance of MRLs set on sound science is also key to this discussion and to setting reliable policy. Further discussion on how to promote more MRLs set on crop groupings for minor crops is considered important for our membership.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>
<p>Question 5: Do you have any further proposals or recommendation that are not covered by the four previous questions?</p>	
<p>Australia</p>	<p>Not at this time.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>

Text	Comment
<p>Canada</p> <p>Canada has no other recommendations at this time.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Egypt</p> <p>Egypt suggests establish & creating an online training awareness session related to JMPR work and procedures, to be published on the proposed JMPR platform.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>European Union</p> <p>The current situation is caused by high customer demands, limited financial resources, limited work power and slow administrative procedures. Therefore, the feasibility of the whole process in terms of available capacities, efficiency and restricting bottlenecks should be assessed and where possible improvements should be proposed.</p> <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>Kenya</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The need to increase the number of meetings to allow for establishment of more Codex MRLs. 2. Build capacity of experts in data collections, review, and evaluation especially in developing countries that will enhance in National and regional reviews as a way of broadening the resources of JMPR 3. Increase sustainable funding of the FAO, WHO to support the work of CCPR and JMPR. 4. Explore the possibility of the Codex CXL setting process to be an ongoing process prior to the annual meetings. 5. Kenya notes the low participation of Experts from developing countries in JMPR activities and CCPR meetings and therefore proposes for facilitation to enhance participation. 6. Considerations shall be given to geographical representation in capacity building of experts, data collection and holistic participation in Codex CXL setting process. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	
<p>New Zealand</p> <p>No</p> <p><i>Category : EDITORIAL</i></p>	
<p>CropLife International</p> <p>Budgetary matters:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Like FAO, WHO is asked to assign a permanent budget for the provision of scientific advice. While this matter cannot be resolved in CCPR or in the CAC, Codex members are requested to engage when budgets are discussed within the WHO. o FAO and WHO are asked to investigate how financial contributions from the private sector could be accepted to support the provision of scientific advice by JMPR and other scientific joint meetings or consultations while keeping FAO's and WHO's independence. o FAO and WHO are asked to invest more resources into permanent employees for the preparation of initial draft review documents for consideration by the JMPR expert panels. These additional resources could be created using additional funding from governments or via secondment of experts from governments for a 3-5 year period. Full-time reviewers for new compounds could also ensure more concurrent MRL setting with national MRL from countries where new compounds are registered first. o Use and implementation of Codex standards by members (Codex SDG Goal 3): the Codex secretariat is asked to regularly collect and publish updated information on progress of active adoption of CXLs by national governments and deferral policies for discussion in the CCPR and CAC meetings. <p><i>Category : SUBSTANTIVE</i></p>	

Text	Comment
GAFTA	<p>Gafta members trading agricultural bulk commodities all around the world are reliant on transparency of standards including MRLs which gives necessary predictability to operate. Gafta would encourage Codex or CCPR to publish changes to MRLs once fully adopted in Codex system. Experience has shown that it takes a very long time to publish new or revised MRLs on Codex website. We would appreciate if CCPR would consider a speedier publication on the Codex website as soon as possible after adoption by CAC.</p> <p><i>Category : TECHNICAL</i></p>

ANNEXE II**LISTE DES PARTICIPANTS****Australie**

Karina Budd
Member Country
Department of Agriculture Water & the
Environment

Australie

James Oliver Deller
Member Country
Australian Pesticide and Veterinary Medicines Auth

Chili

Roxana Inés Vera Muñoz
Member Country
Servicio Agrícola y Ganadero

Chili

Jorge Elvis Carvajal Vásquez
Member Country
Servicio Agrícola y Ganadero

Costa Rica

Amanda Lasso Cruz
Member Country
Ministerio de Economía Industria y Comercio

Costa Rica

Tatiana Vásquez Morera
Member Country
Servicio Fitosanitario del Estado-MAG

Costa Rica

Ivania Morera Rodríguez
Member Country
Servicio Fitosanitario del Estado

Costa Rica

Alejandro Rojas Leon
Member Country
Servicio Fitosanitario del Estado

Égypte

Mariam Barsoum Onsy
Member Country
Egyptian Organization for Standardization & Quality

France

Xavier Sarda
Member Country
ANSES

Allemagne

Karsten Hohgardt
Member Country
Bundesministerium für Ernährung und
Landwirtschaft

Guatemala

Zenia Aguilar
Other
Ministerio de Agricultura, Ganadería y
Alimentación de Guatemala

Inde

Dr S C Dubey
Member Country
Indian Council of Agricultural Research, New Delhi

Inde

Dr VANDANA TRIPATHY
Member Country
ICAR-Indian Agricultural Research Institute

Inde

Sukesh Narayan Sinha
Member Country
ICMR-National Institute of Nutrition

Japon

Codex Japan
FAO/WHO
Ministry of Health, Labour, and Welfare

Japon

Tomoyuki KAWAI
Member Country
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Mexique

Tania Daniela Fosado Soriano
Member Country
Secretaría de Economía

Nouvelle Zélande

Warren Hughes
Member Country
Ministry for Primary Industries

Nouvelle-Zélande

David Lunn
Member Country
Ministry for Primary Industries

République de Corée

Park Yoona

Member Country

Ministry of Food and Drug Safety

République de Corée

Hwang Kiseon

Member Country

MAFRA

Afrique du sud

Aluwani Alice Madzivhandila

Member Country

Department of Health

Arabie saoudite

Nimah Baqadir

Member Country

Saudi Food & Drug Authority

Arabie saoudite

Saif Moala AL-Mutairi

Member Country

SFDA

Sierra Leone

Raymonde A. B. Johnson

Member Country

Ministry of Agriculture and Forestry

Suède

Niklas Montell

Member Country

Swedish Food Agency

Thaïlande

Chonnipa Pawasut

Member Country

ACFS

Thaïlande

Namaporn Attaviroj

Member Country

National Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards, Ministry of Agriculture and Cooperatives

Union européenne

Siret Surva

Member Country

Royaume-Uni

Julian Cudmore

Member Country

Health and Safety Executive, UK

Etats-Unis d'Amérique

Aaron Niman

Member Country

U.S. Environmental Protection Agency

Etats-Unis d'Amérique

Marie Maratos Bhat

Member Country

USDA-US Codex Office

International Council of Beverages Associations

Simone SooHoo

Observer Organization

CropLife International

Wibke Meyer

Observer Organization

CropLife / Bayer Crop Science

Greg Watson

Observer Organization

Tea & Herbal Infusions Europe - THIE

Cordelia Kraft

Observer Organization